

A bas la ségrégation et la terreur racistes !

Flics hors des cités-ghettos !

3 juillet - Au début de cette année, Mitterrand jetait dans le sillage des USA la division « Daguet » à l'assaut de l'Irak - une sale guerre néo-coloniale menée avec un mépris raciste pour la vie des « Arabes », tenus pour des « sous-hommes » qu'on peut massacrer de sang-froid par centaines de milliers. Dans le même temps, le chef de l'impérialisme français jetait ses flics dans les rues des grandes villes et des cités-ghettos pour réprimer et intimider les travailleurs d'origine maghrébine et leurs enfants, ouvertement désignés comme l'« ennemi intérieur ».

La victoire des impérialistes dans le Golfe a excité l'arrogance et la brutalité racistes des flics. Mais le redoublement des provocations policières n'a fait que mettre le feu aux poudres, et cette rage contre les flics s'est aussi souvent tournée contre des symboles de cette société capitaliste raciste qui étale honteusement des richesses dont est privée la majorité de la population.

La bourgeoisie a peur de la révolte de ces jeunes. Le capitalisme en crise les a toujours considérés comme une partie de la jeunesse à sacrifier ; il a ségrégué et terrorisé toute cette couche de jeunes - qu'il tient pour des « classes dangereuses », moins que tout autre enclins à défendre les intérêts d'un impérialisme qui a sur les mains le sang de leurs parents et grands-parents. Aujourd'hui, les explosions de Sartrouville, Mantes ou Narbonne expriment la colère de ces jeunes qui ne veulent plus subir les humiliations et les persécutions, le rejet du monde du travail, les discriminations, la pauvreté, les ratonnades fascistes, les meurtres à répétition, l'impunité dont bénéficient leurs bourreaux racistes.

Le gouvernement anti-« immigrés » de Mitterrand-Cresson se livre avec la droite et les fascistes à une menaçante surenchère de dénigrement contre les « casseurs » et les « délinquants ». Et, scandaleusement, la direction du PCF et même celle de Lutte ouvrière se font l'écho de cette ignoble campagne raciste. Nous, trotskystes, disons que la révolte des



George Banfil/AFIP

La violence policière en action dans les ghettos. Ici à la cité des Oliviers, à Narbonne, le dimanche 23 juin.

Le mouvement ouvrier doit défendre les quartiers « immigrés » !

banlieues est plus que légitime. Et nous soutiendrons tout pas en avant de ces jeunes dans la voie d'une organisation indépendante vis-à-vis du gouvernement et de ses rabatteurs - les SOS-Racisme et autres France Plus. Une tâche est aujourd'hui particulièrement cruciale : s'organiser dans des comités de surveillance et de défense pour assurer une efficace protection des quartiers et cités-ghettos face à la terreur policière et aux

provocations fascistes. C'est le devoir du mouvement ouvrier de soutenir puissamment et de participer massivement à cette défense, une défense qui devra être forte et solide.

La classe ouvrière reste pour le moment passive, alors même que ce sont ses propres enfants qu'on emprisonne et qu'on assassine. La responsabilité en incombe aux directions actuelles du mouvement ouvrier, réformistes et chauvines,

qui ligotent et démoralisent les travailleurs avec leur politique de collaboration de classes et avec leur participation au consensus raciste qui pourrit ce pays. La classe ouvrière doit s'engager dans la lutte contre la terreur raciste. C'est une question de vie ou de mort. Particulièrement aujourd'hui où l'on voit la réaction se mobiliser derrière l'étendard de la haine raciste. Particulièrement aujourd'hui où le gouvernement annonce - après l'envoi d'« éducateurs », les ravalements d'HLM, les matchs de foot et les camps d'été de « rééducation » par le travail - qu'il va envoyer une armada policière mettre les banlieues parisiennes « chaudes » en état de siège. Le gouvernement Mitterrand-Cresson se doit plus que jamais d'écraser les révoltes des jeunes au moment précis où il est engagé dans une brutale offensive contre la classe ouvrière (voir notre article page 3). Il faut les mettre « hors d'état de nuire » (*le Monde*, 18 juin), déclare Marchand, le ministre de la répression (comme il aime se nommer lui-même) : une autorisation officielle donnée aux flics de rétablir dans les faits la peine de mort contre ceux qu'il étiquette comme des « voyous immigrés » !

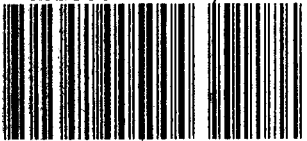
Il faut que le mouvement ouvrier jette toute sa puissance sociale dans la lutte contre l'oppression raciste. Il y va de l'intérêt et de l'intégrité mêmes de la classe ouvrière dans laquelle la composante « immigrée » occupe toujours, malgré les licenciements, une place centrale. *Pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » et leur famille ! Aucune confiance dans l'Etat bourgeois, sa police et sa « justice » ! Mobilisations ouvrières/« immigrées » contre les provocations fascistes et contre la terreur raciste ! Flics hors des quartiers « immigrés » ! Défense des quartiers basée sur des comités de quartier, avec la participation et s'appuyant sur les syndicats !*

Les banlieues de la colère

La colère de la jeunesse des banlieues « immigrées » a éclaté fin mars, à Sartrouville, après l'assassinat de Djemel Chettouh par un des vigiles de l'Euro-marché - une milice patronale, auxiliaire de la police. Immédiatement après, le gouvernement déclençait de vastes rafles policières à Toulouse et à Vaulx-en-Velin (théâtre, en octobre dernier, d'une autre révolte), mobilisant à chaque fois plu-

Suite page 9

M2651 - 112 - 5,00 F



Annulation de la mesure d'expulsion de Diouri!

Mitterrand et son ami le roi

Le régime mitterrandesque verrouillé a fêté le dixième anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté à l'Élysée par l'expulsion d'un opposant marocain à la « démocratie hassanienne », réfugié politique en France depuis une quinzaine d'années.

Le 20 juin dernier, Abdelmoumen Diouri, qui était sur le point de publier un livre, *A qui appartient le Maroc ?*, sur la fortune personnelle et la mainmise de Hassan II sur l'économie marocaine, est « cucilli » au bas de son domicile par sept inspecteurs de la DST et expulsé le jour même, en application de la « procédure d'urgence absolue », vers... le Gabon.

Quand on sait les liens étroits existant entre le président Bongo et Hassan II, on peut légitimement craindre pour la vie d'Abdelmoumen Diouri.

Il se trouve en effet sous la garde constante de la sûreté gabonaise. Les liens qui unissent les services de répression français, marocains et gabonais sont multiples et profonds. La garde présidentielle gabonaise est encadrée par des officiers marocains. Les services français fournissent des conseillers pour cette même garde prétorienne. Le Gabon fait partie de ce qu'on appelle la coopération tripartite qui trouve une concrétisation significative dans l'entraînement de militaires du Gabon (ainsi que d'autres pays d'Afrique noire) par des officiers français, sous uniforme marocain, à Kenitra, ville où se trouve la prison centrale de sinistre mémoire dans laquelle sont emprisonnés les prisonniers politiques au Maroc, et où croupit depuis plus de dix ans le dirigeant du groupe Ilal Amam, Abraham Serfaty, courageux opposant marocain se réclamant du marxisme. Nous exigeons sa libération immédiate.

Que reproche-t-on à Abdelmoumen Diouri ? L'arrêté d'expulsion invoque un motif unique justifiant son expulsion : Diouri aurait entretenu « avec des groupes et des puissances étrangères des intelligences qui sont de nature à troubler gravement la sécurité publique et à nuire aux intérêts essentiels de la France » (*Libération*, 1^{er} juillet). Un rapport publié par plusieurs services français accuse Diouri de liaisons dangereuses avec « la mouvance terroriste palestinienne », ainsi qu'avec les Irakiens, les Libyens et les Algériens. D'autres sources l'accusent de connivences avec des groupes islamistes. L'expulsion en « urgence absolue » de l'opposant marocain serait due pour l'essentiel, selon les plus hautes autorités



Cambio 18

Quand les lettres de cachet du monarque républicain frappent les ennemis du monarque absolu.

de l'Etat, à des violations répétées du « droit de réserve ». Or, une telle obligation, pesant sur les réfugiés politiques, n'est prévue par aucun texte législatif, réglementaire ou convention internationale. Le cœur des préoccupations gouvernementales est ailleurs. Il s'agit d'éviter à tout prix après l'affaire *Notre ami le roi*, le livre de Gilles Perrault, une nouvelle crise franco-marocaine, pour ne pas compromettre les liens néo-coloniaux de l'impérialisme français avec le Maroc.

Le Sphinx élyséen (déjà coupable de l'expulsion en masse des réfugiés politiques basques) alla dans le même sens lorsqu'il déclara, lundi 24 juin, à Dunkerque : « On ne peut accepter qu'il y ait un manquement répété, presque continu, au devoir de réserve [...]. La France ne peut pas entrer en difficultés graves avec tous les pays qui comptent des réfugiés politiques sur notre sol » (*Libération*, 27 juin).

La une de *Libération* des 22-23 juin titre : « Paris-Rabat : odeur de marchandage. » Elle évoque l'hypothèse d'un « échange de services » : « le renvoi de l'opposant contre l'aide marocaine pour mieux "pénétrer" les milieux maghrébins en France. Notamment dans les banlieues à problèmes... ». Cette hypothèse peut être corroborée par la rencontre entre le ministre marocain de l'Intérieur et de l'Information, Driss Basri, et Philippe Marchand, le 13 juin dernier à Paris. L'entretien aurait porté, selon *le Monde* daté des 23-24 juin, sur l'interpellation de trois jeunes Marocains lors des attaques policières à Mantes-la-Jolie, et, plus généralement, sur le « problème » des jeunes Marocains dans les banlieues. La collaboration entre les services français et marocains ne date pas d'aujourd'hui. Les « collègues » marocains sont bien introduits dans les services français, mais aussi depuis quelque temps au sein de la coordination antiterroriste à l'échelle européenne, le « groupe de Trevi ». Le Maroc est le seul pays du tiers-monde à en faire partie, ce qui lui ouvre l'accès aux « informations opérationnelles » des services européens du renseignement (*Libération*, 1^{er} juillet).

L'annonce de l'expulsion de l'opposant marocain a provoqué de vives protestations. Lundi 24 juin, une trentaine d'organisations de gauche et d'associations de défense des droits de l'homme ont appelé à une manifestation à laquelle ont participé 2 000 personnes, exigeant le retour immédiat d'Abdelmoumen Diouri.

Des barons du PS expriment leur « trouble » et demandent des explications au gouvernement. Le Monsieur « droits de l'homme » du gouvernement, Bernard

Kouchner, qui a « choisi la morale » (*Libération*, 24 juin) déclare : « [...] si on m'avait demandé mon avis, je pense qu'il n'aurait pas fallu l'expulser maintenant » (*le Monde*, 26 juin). Une question de date inopportune en quelque sorte ! Le journal *l'Humanité*, tout en défendant Diouri, estime que les raisons avancées et la procédure retenue pour son expulsion « [...] constituent en elles-mêmes un affront à l'identité démocratique française » (*l'Humanité*, 24 juin). Nous rappellerons à nos franco-staliniens que la soi-disant « démocratie » française est étroitement identi-



Marc Chaumel

Le 20 juin, à Roissy, la femme et les enfants de Diouri, accompagnés par un témoin de son enlèvement, assistent, impuissants, à l'expulsion vers le Gabon de l'opposant politique.

fiée aux massacres coloniaux, à l'emprisonnement, à la torture, aux expulsions, aux déportations et autres éliminations des opposants au colonialisme et aux régimes néo-coloniaux.

Abdelmoumen Diouri est un opposant bourgeois à la monarchie alaouite du Maroc. Il a eu à souffrir des tortures barbares que lui avait infligées l'homme de main et tortionnaire en chef de Hassan II, feu le général Oufkir. Sa déposition au procès contre les conjurés du « complot de juillet 1963 » a révélé, pour ceux qui voulaient ignorer l'évidence, que la torture était un moyen gouvernemental érigé en système. Il fut condamné à mort, et ne dut d'avoir la vie sauve qu'aux révoltes noyées dans le sang de mars 1965 à Casablanca, au lendemain desquelles il fut gracié. Il se réfugia en France quelques années plus tard. Auteur de deux livres, qu'il eut beaucoup de difficultés à faire publier, *Réquisitoire contre un despote : pour une République au Maroc* dans les années 70 et en 1987, chez L'Harmattan, *Réalités marocaines :*

la dynastie alaouite de l'usurpation à l'impasse.

Le nœud de l'affaire Diouri, c'est le livre *A qui appartient le Maroc ?* Malgré les manœuvres d'intimidation répétées de la DST, Diouri confie la publication de ce livre à une maison d'édition française : L'Harmattan. Les services français font pression pour qu'il publie ce livre en dehors de l'Hexagone. Diouri ne transige pas. Ce troisième livre de Diouri est prêt à la fin de l'année dernière, mais les premières épreuves sont directement saisies à l'imprimerie par la DST. *Libération* du 1^{er} juillet rapporte que « pendant un temps, les "visiteurs" de la DST ont été si nombreux [dans les locaux de L'Harmattan] que les vendeurs ont menacé de se mettre en grève... ». Le directeur de publication de L'Harmattan, Denis Pryn, a été cambriolé par deux fois. De plus, il a reçu la visite d'un émissaire marocain qui a lourdement insisté pour qu'il renonce à la publication du livre de Diouri.

Pourquoi un tel acharnement à empêcher la publication d'un livre ? Dans cet ouvrage, dont l'auteur dit qu'il est « un livre de combat, une action de guerre », Diouri recense les domaines royaux, les intérêts croisés entre la famille royale et les grands groupes français comme Bouygues, Dumez, le Club Méditerranée. Le roi est « le premier propriétaire terrien, le premier entrepreneur et le premier financier du Maroc ». Cette mainmise, à la Somoza, sur l'économie marocaine, s'est faite par l'intermédiaire de l'Omnium Nord-

africain (ONA), ancien trust colonial créé en 1924, dominé par Paribas et racheté par Hassan II en 1980. « Moloch glouton », l'ONA est propriétaire des mines ; il contrôle 90 % des matières grasses, 60 % de la distribution du sucre, 40 % du capital des trois principales banques du pays. Assurances, tourisme, montage automobile, transports, cosmétique, immobilier... rien n'échappe à l'ONA. Le roi possède le cinquième des terres cultivables du pays. Diouri précise que le reste est entre les mains des sociétés françaises : Diouri assène « Pour investir au Maroc, il faut l'autorisation personnelle du roi. » Voilà les raisons de l'expulsion de Diouri.

On nous présente la personnalité d'Abdelmoumen Diouri « en clair-obscur », sympathies islamistes, affairisme... Cela n'empêchera pas les révolutionnaires de défendre, contre la métropole néo-coloniale, sa liberté d'expression et de circulation.

Annulation immédiate de la mesure d'expulsion de Diouri !

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reformer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION : François Donau. REVISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.

DIFFUSION : Jean-Luc Etchart. DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10

Imprimerie : Routage de Paris 5, chemin des Fruitières

93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire : n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Cresson : premier ministre du chômage et du chauvinisme

3 juillet - Un régime discrédité, un taux de chômage inégalé, une jeunesse des banlieues-ghettos en effervescence, des travailleurs qui cherchent la voie de la lutte - les commentateurs bourgeois sentent le danger.

« [...] on ne voit guère que les vacances pour interrompre, ou plutôt pour suspendre, un climat qui menace de glisser du mécontentement diffus vers la franche nervosité. Plus que jamais, il apparaît que l'épisode guerrier qui paralysa et fascina le pays pendant plus de trois mois ne fut qu'une parenthèse. Le consensus qui régna alors ressemble à un couvercle posé sur une marmite dont la température commençait à s'élever » (le Monde, 18 juin). Et l'article de citer pêle-mêle les sinistres manifestations des fascistes et des flics, les mobilisations ouvrières et les explosions de ghettos « immigrés ». L'inquiétude croissante exprimée par le quotidien « éclairé » de la bourgeoisie française est partagée par les plus lucides des observateurs étrangers : « [La] carrière [de Mitterrand] est un témoignage éloquent de sa puissance de survie. Mais la fin de sa carrière présidentielle pourrait bien être plus difficile que son début » (Financial Times, 17 juin).

Cette crise du régime, le prolétariat ne pourra la résoudre, face à la menace de la réaction qui se mobilise derrière les appels à la haine raciste, qu'en prenant la tête du combat contre la terreur et la discrimination racistes, en prenant la contre-offensive contre l'austérité et en luttant pour chasser ce gouvernement antiouvrier et anti-« immigrés » et instaurer son propre pouvoir de classe.

Crise du capitalisme et guerre économique

En faisant sauter le fusible Rocard (littéralement accusé de « mollesse » et d'« irrésolution »), Mitterrand tente de redonner un second souffle à son régime usé, exhalant de nauséabondes odeurs de fin de règne (depuis les « affaires » jusqu'à la guerre de succession dans le PS), mal en point pour affronter la concurrence économique interimpérialiste et notamment l'échéance européenne de 93. Une concurrence d'autant plus âpre que le système capitaliste est frappé par une récession généralisée.

La bourgeoisie française s'inquiète de la faiblesse relative de son économie - d'autant plus que cette faiblesse est contradictoire avec ses prétentions à jouer un rôle politique mondial indépendant. Déficit permanent de ses échanges, perte continue de marchés de son industrie, insuffisance notoire des investissements industriels, désindustrialisation même : en 15 ans, l'industrie (qui ne représente même pas 30 % du produit intérieur brut alors que le Japon et l'Allemagne tournent autour de 40 %) a perdu près du quart de ses emplois. Et la bourgeoisie française sait que y compris ses quelques « fleurons » (automobile, électronique, informatique, ...) sont directement menacés par ses concurrents impérialistes allemands et japonais, plus puissants.

La guerre du Golfe a réaffirmé la volonté des impérialistes, après l'effondrement du bloc soviétique, d'écraser les peuples de la planète sous leurs bottes (c'est pourquoi nous avons appelé à la défaite des agresseurs impérialistes et à la défense de l'Irak) ; mais elle a été aussi un épisode de la guerre économique interimpérialiste, et elle nous rapproche un peu plus d'une troisième guerre mondiale. Les puissances impérialistes sur le



Mitterrand et Cresson s'en vont en « guerre économique » chauvine.

déclin - USA, Grande-Bretagne, France - ont cherché à modifier en leur faveur le rapport de force économique par des moyens militaires. En réalité, elles risquent fort de n'avoir que servi de mercenaires aux services de leurs rivaux allemands et japonais ! Faisant le bilan économique de l'après-guerre, le Monde du 27 avril écrit que « l'affaire du Golfe n'a rien arrangé, et plus dans notre pays que parmi ses concurrents. L'Allemagne et le Japon, en particulier, se sont vite placés dans la perspective d'une fin de conflit. Ce ne serait pas la première fois que nous serions en retard d'une guerre. » Aujourd'hui, alors que sont craintes des faillites en cascade de PME-PMI, les grandes entreprises ont interrompu leurs programmes d'investissements. Cette année, l'INSEE prévoit une baisse de 6 % en volume de l'investissement industriel. Selon Cresson elle-même, la « croissance » économique française, déclinant déjà en 1990, pourrait être égale à zéro cette année.

Pour tenter de sauvegarder ses profits menacés, le capitalisme dilapide et taille dans son propre appareil productif, supprimant et précarisant les emplois. Mai a connu le niveau record du chômage dans ce pays. (La CGT chiffre à 3,3 millions le nombre des chômeurs.) Commentaire du nouveau ministre du Travail (sic) : « Les mois difficiles ne sont pas derrière nous. Le chômage va encore augmenter dans les mois qui viennent [...]. Les gros licenciements dans les secteurs en difficulté (informatique, électronique, automobile, textile) ne sont pas encore comptabilisés » (l'Humanité, 27 juin). Et de son côté, Lévy, le PDG de Renault, explique que pour devenir aussi compétitive que l'industrie automobile japonaise « la profession devra supprimer des dizaines de milliers d'emplois » (le Monde, 28 juin). Et ce sont les femmes, les jeunes et les travailleurs d'origine africaine et maghrébine qui sont les plus brutalement touchés par ces licenciements. Selon une récente étude de l'INSEE, 28 % des Algériens et 24 % des Tunisiens et Marocains ont été jetés au chômage ! La même étude montre aussi la large exclusion de leurs enfants du monde du travail, avec 79 % de risques supplémentaires par rapport aux jeunes « Français de souche » d'être au chômage...

La politique de « rigueur » désinflationniste, appliquée quasi sans interruption depuis quinze ans par les gouvernements bourgeois aussi bien de droite que de « gauche », était censée défendre l'écono-

mie française et créer des emplois... Elle n'a fait qu'accroître les profits et écraser les salaires. En matière de salaires, la France occupe le 9ème rang de la CEE, juste devant la Grèce, le Portugal et l'Espagne (voir l'Humanité, 20 juin). Comme l'écrit le mensuel économique Alternatives économiques (n° 88, juin) : « La gauche au pouvoir a réussi là où Raymond Barre avait échoué : réduire la part des salaires dans le revenu national [...]. La "désinflation" Bérégovoy s'est, pour l'essentiel, appuyée sur le ralentissement des rémunérations salariales. » Plus d'un travailleur sur dix touche le SMIC ; l'aumône du RMI permet à environ un million de personnes de survivre ; la misère des « nouveaux pauvres » hante les couloirs du métro parisien et les rues des grandes villes...

Les commentateurs bourgeois craignent que, dans ce contexte et avec un régime mitterrandien en fin de règne, le chômage ait atteint un stade explosif et, comme l'écrit le Monde du 18 juin, « il suffit que telle ou telle banlieue s'enflamme pour que tout le monde craigne une explosion généralisée. » La grande peur de la bourgeoisie est que révoltes des ghettos et luttes ouvrières se rejoignent. Une des raisons du licenciement de Rocard a été le retour en force cette année des grèves. Mais la bourgeoisie a d'autant plus peur qu'elle sait qu'elle a à redoubler sa guerre contre la classe ouvrière, corollaire de sa guerre économique contre ses concurrents impérialistes. C'est dans cette perspective que Mitterrand a mis sur pied, autour d'Edith Cresson, un « gouvernement de combat ».

Saluée par le chef du patronat français, Périgot, qui estime qu'« elle saurait prendre en compte les véritables intérêts des entreprises françaises pour les rendre plus compétitives » (le Monde, 17 mai), Cresson a vite signifié ce qu'elle entend par « muscler notre économie ».

National-populisme et front-populisme

Sur le front intérieur, elle a brutalement annoncé la couleur : « La rigueur est malheureusement nécessaire », prônant dans le même temps « une politique orientée d'une façon beaucoup plus déterminée vers les entreprises » (l'Humanité, 19 juin). A peine nommée premier ministre, elle faisait des coupes claires dans le budget et augmentait les cotisations des salariés à la Sécurité sociale, alors que celles des patrons n'ont pas varié depuis dix ans. (Dans la période équivalente, les prélèvements sur les salaires au compte de la protection sociale ont augmenté de 71 %.) Dans la santé, un plan draconien est annoncé, réduisant le remboursement des médicaments et augmentant le forfait hospitalier. Retraites et ce qu'il reste de l'indemnisation du chômage sont dans le collimateur.

Sur le front extérieur, Cresson, en accord avec cette fraction du patronat (notamment dans l'automobile et l'électronique) qui exige une certaine dose de protectionnisme pour défendre ses profits, s'est livrée, tel un Chevenement, à une débauche de nationalisme puant et menaçant. Baptisée par le journal allemand Tageszeitung « la Jeanne d'Arc de la guerre économique », elle dénonce à l'envi le Japon comme l'« ennemi qui cherche à nous étouffer » et à « conquérir le monde » (le Monde, 17 mai) : « Le gouvernement Rocard faisait des courbettes devant les Japonais [...]. Moi je sais qu'il faut leur dire clairement : Non, vous ne prendrez pas notre industrie automobile » (le Quotidien de Paris, 16 mai) - un remake, au goût antijaponais du jour, du chant guerrier antiallemand « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ! » L'Independent du 19 juin cite aussi ses propos outrageusement racistes sur les « fourmis » japonaises, « de petits hommes jaunes [qui] passent toute leur nuit à réfléchir sur comment nous baiser » !!

Il y a quatre ans, elle éructait avec une remarquable vulgarité son mépris xénophobe et antihomosexuel à l'égard, cette fois, des Anglo-Saxons qui, dit-elle, quand ils ne sont pas homosexuels (ce que « vous ne pouvez imaginer dans l'histoire de la France » !), « ne sont pas intéressés »

Suite page 4

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

Ecrire au « Bolchévik », B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

« Mandel et Matti contre une direction révolutionnaire - Pas d'issue dans le SU »

Pour recevoir un exemplaire du supplément
au « Bolchévik » n° 111 (juin), écrire au « Bolchévik »

Cresson...

Suite de la page 3

par les femmes et c'est un problème qui nécessite analyse. Je ne sais si c'est culturel ou biologique [...]» (Observer, 16 juin)... Mais Cresson sait aussi que son principal «partenaire» européen est aussi son principal concurrent immédiat, et elle évoque leurs relations en termes particulièrement suggestifs : «[...] j'admire ce que font les Allemands, mais je connais l'histoire, je sais que les rapports de forces sont ce qu'ils sont, et je dis : il faut être fort» (Le Monde, 21 mai). Quand, un mois après, on la voit se rendre à Verdun, haut lieu de la boucherie impérialiste de 14-18, pour décorer des anciens combattants du Golfe et de la Première Guerre mondiale et pour s'enflammer : «Dans le combat que mène le gouvernement pour une France juste, plus unie, plus forte, le symbole de Verdun [...] garde une étonnante actualité» (Le Monde, 25 juin), on a là la confirmation de l'analyse marxiste que la guerre économique n'est que le prélude de la guerre tout court.

Cette orgie de chauvinisme a l'heur de plaire à Marchais qui, se vantant que le PCF «est à l'origine du mot d'ordre "Produire français", ne peut qu'approuver un tel objectif [une France "plus forte"]» (L'Humanité, 17 mai). La direction du PCF n'y allant pas par quatre chemins parle même de «l'espoir que fait naître son installation [de Cresson] à Matignon» (L'Humanité, 23 mai) ! Et d'apporter son soutien (conditionnel !) au gouvernement Mitterrand-Cresson, «certaines déclarations du nouveau premier ministre [étant] beaucoup plus positives que celles de l'ancien» (L'Humanité, 8 juin). Si la direction du PCF a un reproche à formuler au nationalisme agressif du gouvernement, c'est son inconséquence : «A ne voir que le "péril jaune" [!], il masque que la principale puissance économique du globe, les



Le Secrelain-Syigma

Manifestation de policiers à Mantes-la-Jolie. Les flics revendiquent que leur soit officiellement reconnu le droit d'appliquer la peine de mort dans la rue.

rité musclé du gouvernement. Elle n'en est que le complément. Le gouvernement a besoin du PCF et pas simplement au parlement. C'est dans la rue et dans les entreprises que les choses sérieuses se décideront. Et, même si la direction du PCF a perdu beaucoup de son contrôle sur la classe ouvrière, le gouvernement peut avoir besoin de la direction du PCF pour casser les luttes et faire passer ses plans antiouvriers. En fait, une partie de la bourgeoisie craint que le travail des gouvernements Mitterrand ait été trop bien fait et que des luttes, alors que l'appareil du PCF est exsangue, pourraient bien échapper à tout contrôle.

De son côté, la direction réformiste du PCF cherche désespérément à entrer dans une nouvelle coalition de collaboration de classes avec le PS et des politiciens bourgeois. Comme le répète Marchais, il n'y a pas eu virage à 180° du parti, le PCF a toujours été disponible pour une nouvelle union de la gauche.

Mais, ajoute-t-il, pas question de refaire 81; cette fois, il faudra «une intervention des masses», «un mouvement

sur provocation. Le 25 mai, à Saint-Franc (Savoie), sous l'œil de Le Pen, cinquante de ses nervis fascistes attaquaient et blessaient à coups de batte de base-ball des manifestants ouvriers de la CGT, en toute impunité – un avant-goût de leur programme de destruction du mouvement ouvrier. Le 19 juin, ils imposaient leur manifestation «interdite» dans les rues de Paris aux cris de «La France aux Français !», «La police avec nous !», «Les fusils en banlieue !» Le même jour, à plusieurs centaines de mètres de là, un rassemblement de flics municipaux bravait lui aussi victorieusement l'«interdiction» de manifester du gouvernement. Un mois avant, ils avaient été 15 000 à manifester dans la capitale. Depuis que la «gauche» est au pouvoir, jamais autant de flics n'avaient occupé les rues – plus même qu'en 1983 où, faisant surgir le spectre d'un coup d'Etat bonapartiste, quelques milliers d'entre eux (et pour certains armés) avaient exigé la démission du Garde des Sceaux Badinter. Et c'est toujours aujourd'hui la même volonté bonapartiste de ces chiens de garde du capital de se débarrasser de tout contrôle «démocratique», revendiquant les moyens et le droit de jouer sans entrave aucune le rôle, que le gouvernement et la bourgeoisie leur confient, de terroriser les «immigrés» et leurs enfants.

La droite parlementaire, s'appuyant sur la révolte policière, dénonce le soi-disant laxisme gouvernemental pour reprendre l'offensive en faisant bruyamment siens tous les thèmes racistes les plus abjects du FN. Elle se positionne pour prendre la relève d'un régime en bout de course, et tous les signes se multiplient qu'il n'y aura pas d'«effet Cresson». Au contraire même, la finance internationale manifeste aujourd'hui sa méfiance. Mais, comme l'analyse justement le Monde du 27 juin, «la droite apparaît victorieuse plus par défaut que grâce à ses qualités propres».

En fait, seul le FN a une politique cohérente et déterminée pour accéder au pouvoir. Le Pen a accueilli les déclarations anti-«immigrés» d'un Chirac en se frottant les mains : il sait que tout le magma des éléments racistes préférera, comme il dit, l'original à la copie.

Le rôle de toutes les coalitions de collaboration de classes (qu'elles se nomment Union de la gauche ou Front populaire) est précisément de démobiliser la classe ouvrière, ce qui par voie de conséquence, ouvre grandes les portes à la réaction. C'est pour cela que, à l'opposé du reste de l'extrême gauche (la LCR en est d'ailleurs toujours à réclamer un gouvernement «vraiment à gauche» !), nous nous sommes toujours refusé à accorder le moindre soutien politique, y compris électoral, à de telles coalitions de collaboration de classes et que, notamment, nous avons refusé d'appeler à voter Mitterrand tant en 1988 qu'en 1981.

Non à la collaboration de classes ! Gouvernement ouvrier !

Sous les coups de l'austérité capitaliste, les grèves ont repris. Santé, docks, transports, audiovisuel,... Chacune de ces luttes

a montré, dans les derniers mois, détermination et force des travailleurs; des grèves comme celle du métro parisien ou de la SNCF ont montré leur capacité, en paralysant tout, de prendre le gouvernement à la gorge. Mais elles restent, dans l'ensemble, ponctuelles, isolées, catégorielles. Et, qui plus est, généralement limitées au secteur public et assimilé (moins touché par la crise), laissant de côté les gros bastions ouvriers de l'industrie où les «immigrés» gardent une puissance sociale.

La grève des agents de manœuvre de la gare Saint-Charles à Marseille a fait pendant plusieurs semaines la une de l'actualité sociale. Par leur détermination (ils ont occupé, malgré plusieurs interventions des flics, les voies avec des piquets de grève), ils ont fait reculer la direction de la SNCF. Mais ils n'ont pu arracher qu'une partie de leurs revendications salariales catégorielles, parce que par la lutte syndicale «ordinaire» ils ne pouvaient que très difficilement arracher plus. L'Humanité du 25 juin relate les propos d'un délégué de la CGT qui expliquait qu'«une enveloppe de 12,50 francs par jour [ils en réclamaient le double] sans limitation de temps serait un compromis intéressant»: «Mon rôle a été d'expliquer aux agents que nous avons enregistré des progrès considérables, même si nous sommes encore loin de notre revendication première, et que la suite de la lutte sera difficile avec l'approche des congés d'été.» Non, le rôle d'une direction ouvrière lutte de classe était d'expliquer et convaincre qu'il fallait une grève générale de la SNCF et, pour cela, elle aurait mis en avant une revendication d'augmentation des salaires unissant toutes les catégories. Et le climat est propice à la SNCF qui connaît depuis des mois non seulement une série de grèves catégorielles mais où des grèves nationales, malheureusement limitées dans le temps, ont été largement suivies.

L'obstacle est dans les directions ouvrières actuelles qui veulent précisément éviter tout affrontement général direct avec le gouvernement. La tâche urgente est de doter les travailleurs d'une direction – un parti révolutionnaire – qui rejette toute forme de collaboration de classes, et déterminée à les conduire à la victoire contre la bourgeoisie et ses laquais, jusqu'à l'instauration révolutionnaire d'un gouvernement ouvrier.

Il faut combattre avec la plus grande fermeté le consensus chauvin et raciste et prendre à bras le corps la lutte contre la terreur et la discrimination racistes. Le mouvement ouvrier doit mettre au premier plan de ses revendications l'exigence des pleins droits de citoyenneté pour les «immigrés» et leur famille, riposter massivement et solidement à chaque provocation fasciste, protéger physiquement les quartiers «immigrés» contre les terroristes racistes, en uniforme ou non, en participant à des comités de défense. C'est la condition indispensable à l'unité des rangs du prolétariat pour battre l'austérité des Mitterrand-Cresson.

La dégradation de l'emploi et des conditions de vie exige une lutte pied à pied contre les licenciements et pour des augmentations massives de salaires. Elle exige l'échelle mobile des salaires et l'échelle mobile des heures de travail pour répartir le travail existant entre toutes les mains ouvrières. Les réformistes du PCF prétendent que «relancer la consommation et "muscler l'industrie" vont de pair» (L'Humanité, 19 juin). C'est un mensonge. On a eu en 1981 une politique de ce type qui a capoté lamentablement – et les travailleurs en ont fait durement les frais. Les intérêts des ouvriers et ceux du patronat s'excluent totalement. Il n'y a aucune solution dans le cadre du capitalisme pourrissant qui n'est pas capable d'assurer une existence digne et du travail pour tous. La seule issue pour les exploités et les opprimés, c'est de briser l'Etat bourgeois et d'instaurer leur propre pouvoir pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie.



AFF

Fin juin, le port de Marseille a été bloqué par un piquet de grève de dockers et d'ouvriers de Sud Marine et de la CMR. Une des raisons du renvoi de Rocard est le retour en force des luttes.

Etats-Unis, sont aussi en position conquérante sur le marché européen et français» (L'Humanité, 10 juin).

Les quotas et autres mesures protectionnistes que réclame le PCF, en augmentant les prix à l'intérieur et en provoquant des représailles des concurrents contre les exportations françaises, n'ont jamais défendu l'emploi ou les salaires ou même développé l'industrie, mais uniquement protégé les profits capitalistes. Par contre, c'est un poison mortel qui détourne la colère des travailleurs contre «l'étranger» (y compris contre leurs frères de classe des autres pays et ceux qui ont immigré en France) et qui les enchaîne à la défense des intérêts de leur véritable ennemi : «leur» propre bourgeoisie.

C'est cette défense national-populiste du capitalisme français qui cimente l'alliance (officiuse) avec le PS. Pendant que Mauroy parle d'une «majorité absolue potentielle» au parlement, Cresson soupire sur les temps heureux où le PCF participait au gouvernement. Cette rhétorique d'union de la gauche n'est en rien contradictoire avec le programme d'austé-

populaire», ... Cynisme éhonté ! C'est la direction du PCF et de la CGT qui, pendant que ses quatre ministres siégeaient dans le gouvernement antiouvrier de Mitterrand, cassait elle-même les grandes grèves de l'automobile, dont les «immigrés» étaient à l'avant-garde ! Ces grèves auraient pu être le tremplin d'une contre-offensive ouvrière générale. Leur trahison a au contraire démoralisé la classe ouvrière. Après dix ans de coalitions de collaboration de classes au pouvoir, les grèves ont atteint, en 1990, leur niveau le plus bas depuis 1946 !

La réaction se prépare

Dans le même temps, la réaction gronde à nouveau, se mobilisant derrière l'étendard de la haine raciste. Elle prospère sur le terrain de la politique anti-«immigrés» de Mitterrand, terrain fertilisé par la décomposition d'un régime «de gauche» gérant la crise destructrice du capitalisme et par sa campagne national-populiste. Encouragé par le consensus anti-«immigrés» qui va jusqu'au PCF, le Front national (FN) multiplie provocation

Une vilénie à la Fête de LO

Nous dénonçons dans la lettre reproduite ci-dessous, qui a été adressée aux organisations ayant participé à la Fête de Lutte Ouvrière, une agression perpétrée par le « service d'ordre » de cette organisation contre de jeunes Noirs à l'issue de cette « Fête », le lundi 20 mai.

Cette vilénie n'est pas une « bavure ». Une semaine après, alors qu'éclatait la révolte du ghetto de Mantes, LO sortait le 27 mai un tract confirmant que, comme nous l'écrivions dans notre lettre, la direction de cette organisation a fait sien le mensonge raciste du gouvernement (destiné à couvrir la répression) que les jeunes d'origines africaine et maghrébine sont des « délinquants » : « *Alors, faute de mieux, parce que c'est aussi devenu un peu à la mode, et qu'on a une chance de faire parler ainsi de soi à la télé, les jeunes des banlieues jouent aux gendarmes et aux casseurs le samedi soir.* » Pour « faire parler d'elle à la télé », Arlette Laguiller préfère y discuter avec les fascistes - que ce soit son honteux débat avec un des dirigeants du Front national, le 7 mars 1988 sur la Cinq, ou encore, le 4 juin dernier, sa présence scandaleuse sur le plateau de « Ciel, mon mardi ! » en compagnie de quelques fascistes d'origine pied-noir !

Mais la direction de LO pousse jusqu'à l'ignoble sa position. Elle, qui nie furieusement que le Front national soit fasciste, suggère que ces jeunes, frappés par le chômage, la pauvreté et l'oppression raciste et dont elle a fait des « casseurs » et des « marginaux », puissent fournir la base pour... le fascisme : « *[...] les jeunes des banlieues pourraient alors se laisser embrigader par les pires ennemis de la classe ouvrière et contribuer ainsi à consolider l'ordre social dont ils sont pourtant les victimes* » (LO n° 1164, 12 octobre 1990) !!

A la base de cette ignominie, il y a la négation de l'existence de la terreur et de la ségrégation racistes dans la « douce France ». Dans ses articles, LO arrive même à cacher jusqu'à l'origine de ces jeunes qui se révoltent en fait dans les ghettos contre l'oppression et les discriminations qu'ils subissent en tant que couche issue de l'immigration maghrébine et africaine.

Quand elle ne peut éviter le mot « racisme », elle l'emploie à la manière des pires « libéraux » pour évoquer des idées ou un comportement, le mettant y compris sur le même plan que... « *la bêtise administrative* » (LO n° 1197, 31 mai). Mais le racisme a des racines matérielles : la ségrégation que le capitalisme impose aux « immigrés » en tant qu'armée de réserve industrielle. Et le racisme tue ! Or, LO persiste à ne voir dans les crimes racistes à répétition rien d'autre que de « pauvres types » tuant d'autres pauvres... A propos de la mort d'Aïssa Ihich dans un commissariat de Mantes, LO renvoie dos à dos les jeunes et les flics : « *[Il y a] une autre violence que celle des jeunes [...]. C'est celle qui se déroule dans la pénombre des commissariats* » (Ibid.) Dans la même veine, LO du 14 juin (n° 1199) développe dans un encadré, bien mis en évidence, une prose digne du *Parisien libéré* à propos de la manifestation policière « *en hommage à la gardienne de la paix tuée la semaine précédente, en même temps qu'un jeune voleur de voitures au cours d'un rodéo de voitures volées dans la cité du Val-Fourré* ». En vérité, les flics voulaient (et ont eu) la peau du soi-disant « voleur » - Youssef Khaïf - parce que, luttant contre l'oppression raciste, il était un des porte-parole des jeunes de la cité.

S'il se tait sur cette terreur raciste, l'article de LO s'étend avec une rare complaisance sur le « malaise » (« *qui n'est autre que de la trouille, pour l'essen-*

tiel ») des chiens de garde du capital dont le tort est d'« appliquer les ordres » [!]; « *de faire ce qu'ils considèrent comme leur travail* » ; les « *violences qu'ils commettent [...]* ne sont à leurs yeux que des actes de défense ». On connaissait LO défenseur des matons, on ne la connaissait pas encore avocat des flics !

LO parle quand même de « *préjugés racistes* » dans la police, mais la notion (élémentaire pour un marxiste) qu'elle est en soi un corps raciste lui est aussi étrange que la vertu à un tenancier de maison close. En octobre dernier, LO osait avancer, au moment de la révolte des jeunes de Vaulx-en-Velin, comme « solution » de « *concevoir une police ou des éducateurs qui seraient plus proches de la population et au moins, surtout en ce qui concerne la police, expurgée des éléments racistes* » (LO n° 1164, 12 octobre 1990). Déjà, Laguiller proposait, lors de sa

malmenés. Cernant à trois ou quatre chacun de ces jeunes, le « service d'ordre » les a séparés les uns des autres et leur a tordu le bras dans le dos, après leur avoir brutalement arraché les sacs. Les trois jeunes Noirs criaient « *Laissez-nous !* » et exigeaient de savoir de quoi ils étaient accusés. Quelqu'un leur a répondu qu'un vol de sac avait été signalé dans la Fête. Chaque année, cette Fête connaît pendant trois jours l'affluence d'une dizaine de milliers de personnes et se tient en pleine campagne.

Après que les sacs eurent été arrachés et mis sur le bas côté de la route sans avoir été ouverts, le « service d'ordre » continuait à retenir et à malmené les jeunes, qui résistaient. Ces jeunes s'indignaient : « *Pourquoi nous ?* », « *Tu me fais mal !* », « *Tu me casses le poignet !* » Soudain, l'un d'eux fut jeté et maintenu à terre, le visage contre le bitume, par au

dans le camping. Ils ne reviendront probablement pas l'année prochaine. C'est une très mauvaise chose que la deuxième génération de la classe ouvrière « immigrée » de ce pays ne se sente pas la bienvenue y compris dans un rassemblement d'« extrême gauche ».

Après qu'une dizaine (ou plus) de membres du « service d'ordre » sont arrivés en renfort, l'ordre a été finalement donné au « service d'ordre » de se retirer. Ce qu'il a fait, en formation militaire, marchant à reculons vers l'entrée de la Fête, suivi par deux des jeunes qui protestaient de leur innocence et affirmaient qu'ils avaient été traités de cette manière parce qu'ils étaient noirs.

Aucun de nos camarades n'a constaté de tentatives sérieuses pour déterminer à qui appartenait les sacs ou pour déterminer si les jeunes Noirs avaient commis le prétendu vol. Les conclusions de ces jeunes sont incontestables. Ils étaient « coupables » d'être noirs, et ils se sont sentis physiquement en danger quand ils se sont vus la cible d'une trentaine de Blancs organisés en formation militaire. Le déploiement de force était si écrasant et si disproportionné par rapport aux prétendus soupçons que l'opération exprimait manifestement l'adhésion de LO à l'équation raciste du gouvernement que « *jeunesse maghrébine et noire des banlieues = délinquants dangereux* ».

L'aveuglement notoire de LO devant l'oppression raciste nous a fréquemment conduits à signaler qu'à chercher un soutien au sein de la couche arriérée de la classe ouvrière française cette organisation pourrait s'engager dans des voies dangereuses. Le ton et le contenu d'un encadré paru dans le programme distribué à l'entrée de la Fête donnent tout lieu de croire que la direction de LO avait préparé son « service d'ordre » à se comporter comme le « contingent Presles » de Vigipirate. Non seulement il était interdit, pour la première fois à notre connaissance, d'apporter des boissons alcoolisées et les drogues étaient également prohibées, mais LO justifie l'interdiction des drogues par la criminalisation qu'en fait l'Etat bourgeois.

Nous ne permettrons pas que cette vilénie reste ignorée des organisations ouvrières aussi bien en France qu'à l'échelle internationale, même s'il ne fait guère de doute que LO sera bien moins intéressée par l'opinion des organisations ouvrières internationales que par le fait qu'un tel acte puisse renforcer sa réputation au sein de cette « France profonde » dont elle est si friande.

Suzanne Girard,
Pour le comité central



Jane Evelyn Atwood/Contact Press Images

En octobre dernier, la jeunesse multiethnique des banlieues manifestait pour son droit à l'éducation.

campagne présidentielle de 1981, rien moins que des *ilotiers* ! (Elle vient d'obtenir satisfaction, le gouvernement s'appropriant à nommer 700 *ilotiers* dans les « banlieues chaudes » !) Entretenir la moindre illusion sur une police bourgeoise « démocratique » est un crime pur et simple - c'est livrer les victimes désignées de la terreur raciste à leurs bourreaux.

Organisation économiste et populiste, LO est uniquement préoccupée par la défense des petits Blancs, français, imbus de leurs préjugés et « privilèges », racistes et anticommunistes. Nous avons toujours mis en garde les militants de LO contre l'indifférence de leur direction à l'égard de la terreur raciste. Aujourd'hui, ses « dérapages », inquiétants aussi dans leur répétition même, dépassent la simple indifférence classique des économistes. Les militants de LO qui veulent construire un parti ouvrier révolutionnaire *tribun des opprimés* doivent rompre avec leur organisation avant qu'il soit trop tard.

Paris, le 26 mai 1991

Aux organisations ayant participé à la Fête de Lutte ouvrière

Le lundi 20 mai, en fin d'après-midi, vers 18 h 15, à une centaine de mètres de la sortie de la Fête de LO, sur la route conduisant aux cars, une trentaine de personnes portant le brassard du « service d'ordre » de LO ont foncé sur trois jeunes Noirs qui se dirigeaient vers les cars, les ont cernés, menacés verbalement et

moins quatre membres du « service d'ordre ». Deux autres membres du « service d'ordre » menacèrent de casser l'appareil photo de l'un de nos camarades qui chargeait son appareil. En plus de nos camarades, une douzaine de personnes qui sortaient de la Fête se sont arrêtées pour demander des explications et protester.

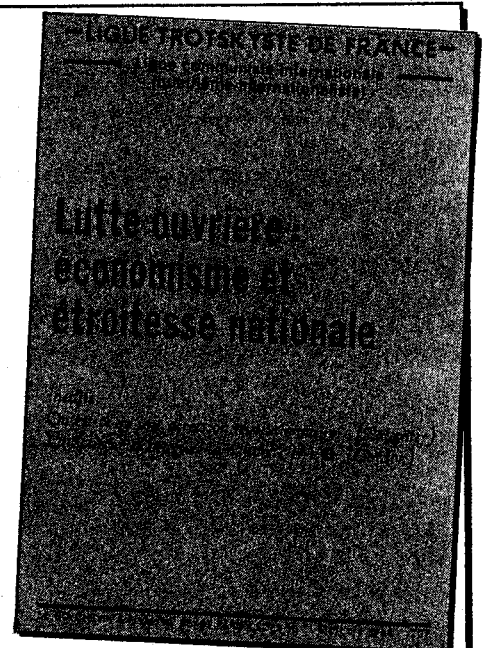
Les jeunes nous ont dit plus tard que, comme beaucoup d'autres, ils avaient passé le week-end en faisant du camping à la Fête. Ils ont dit avoir eu de bonnes relations avec des responsables de LO durant la Fête, avoir rigolé avec eux et leur avoir même donné un coup de main

**Lutte ouvrière :
économisme et
étroitesse nationale**

(Réédition - Première édition octobre 1986)

**Commandez la brochure
de la LTF**

20 F port inclus
Ecrire au Bolchévik
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Nous reproduisons ci-dessous la deuxième partie d'un article paru dans le n°2 de Black History and The Class Struggle, revue de nos camarades américains. La première partie est parue dans le numéro 111, mai 1991, du Bolchévik. Le combat pour la libération des Noirs américains suscite aujourd'hui l'intérêt de certains des fils et filles des «immigrés» maghrébins et africains, confrontés eux aussi à la terreur et la ségrégation racistes. Malcolm X avait compris que ce système d'oppression raciste, organisé et maintenu par la bourgeoisie, ne pouvait pas être réformé et devait être brisé. C'est certainement son intransigeance, son refus d'être utilisé par les politiciens bourgeois du parti Démocrate qui lui ont valu de tomber sous les balles d'un assassin au début de l'année 1965.

Deuxième partie

Après la rupture de Malcolm X avec la Nation of Islam, on s'attendait à ce qu'il prenne sa place légitime en tant que dirigeant de jeunes Noirs qui s'engageaient chaque jour davantage dans la lutte. Mais ça n'est pas arrivé. Son Organisation of Afro-American Unity [Organisation de l'unité afro-américaine] était petite, traversée de luttes de cliques et de fractions et n'a jamais décollé. Pourquoi ? En partie parce que pendant cette période Malcolm X effectua deux longues tournées au Moyen-Orient et dans les pays de l'Afrique noire qui venaient d'accéder à l'indépendance. Évidemment, nul ne pourrait le critiquer pour avoir voulu explorer le monde à l'extérieur de l'Amérique blanche et raciste. Et ce sont ces voyages à l'étranger qui l'ont finalement amené à rompre avec le nationalisme noir basé sur la race.

C'est au cours d'une de ses tournées en Afrique que Malcolm X rencontra une délégation du SNCC (Student Nonviolent Coordinating Committee). Dans son In

les tendances radicales dans le mouvement des droits civiques [...]. Après la rencontre de Nairobi, Malcolm X tenta à plusieurs reprises de forger des liens avec le SNCC.»

Mais le fait est qu'à un tournant décisif pour le mouvement noir, Malcolm X était absent. En juillet 1964, la police provoqua délibérément une violente explosion de colère à Harlem, qui avait connu une vague montante de manifestations combatives. Des centaines de jeunes Noirs en colère descendirent dans les rues, affrontèrent les flics en scandant : «Malcolm ! Nous voulons Malcolm ! Attendez que Malcolm arrive ! » Mais quand Malcolm X revint, il ne donna pas d'orientation politique claire aux masses noires en colère.

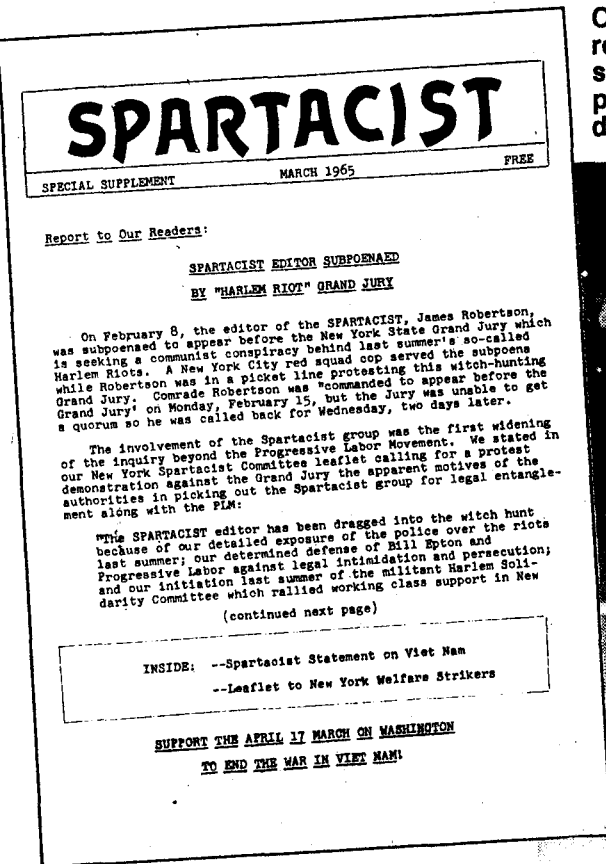
Alex Haley, l'écrivain qui avait assisté Malcolm X dans l'écriture de son *Autobiographie*, est suffisamment impartial pour noter que, la dernière année de sa vie, sa popularité avait quelque peu décliné parmi les Noirs combattifs, en particulier à Harlem : «A Harlem, dans

vie, sont aussi à la base de la furieuse polémique qui suivit sa mort : Où allait Malcolm X ? Toutes les parties concernées ont revendiqué Malcolm X. Son biographe, Peter Goldman, a décrit l'armée de charognards politiques qui se pressaient autour du cadavre de Malcolm X : «Son affection particulière a été revendiquée par les trotskystes, les maoïstes, les nkrumistes, les garveyistes, les musulmans orthodoxes et hétérodoxes, par les organisations des droits civiques, de l'Urban League au CORE et au SNCC, et par Adam Clayton Powell » (*The Death and Life of Malcolm X*). La thèse selon laquelle Malcolm X était devenu quasiment un libéral n'a pas seulement été défendue par des salopards comme Bayard Rustin (cette sorte de «socialiste» enclin à être financé par la CIA et principal organisateur de la Marche sur Washington), mais aussi par des libéraux sincères comme Ossie Davis qui avait connu et admiré Malcolm X de son vivant. En même

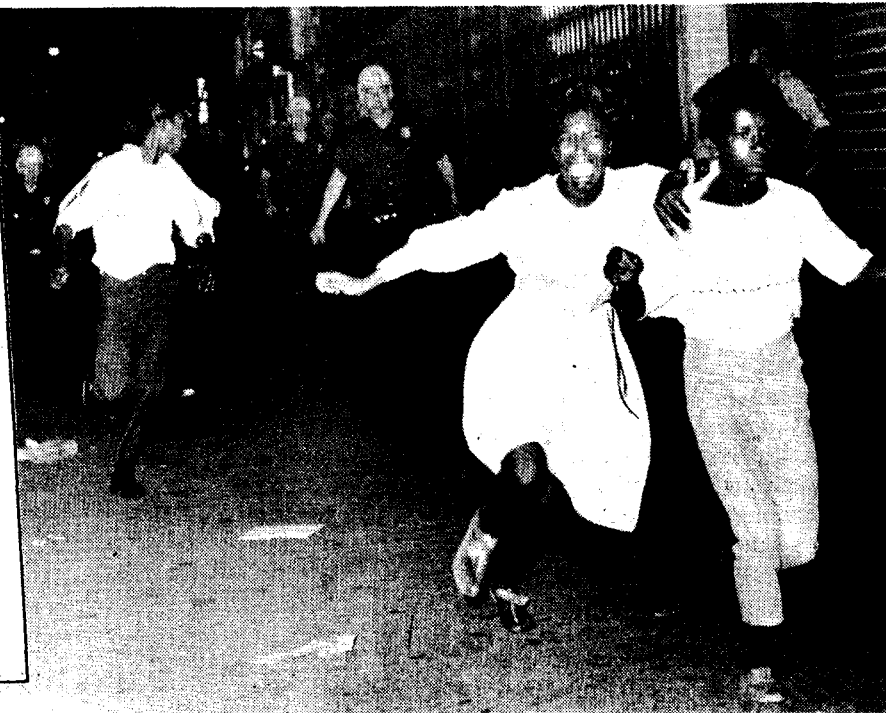
Ils étaient de toutes couleurs, des blonds aux yeux bleus aux Africains à peau noire, mais tous observaient le même rituel et faisaient preuve d'un esprit d'unité et de fraternité dont l'expérience que j'ai de l'Amérique m'avait conduit à penser qu'il ne pouvait régner entre Blancs et non-Blancs » [souligné dans l'original] (*Le Pouvoir noir*, publié par George Breitman, 1966). Quelques mois plus tard, il écrivait dans un journal égyptien : « Dans le passé, je me suis autorisé [...] à proférer des accusations hâtives contre tous les Blancs, la race blanche tout entière, et ces généralisations ont blessé quelques Blancs qui peut-être ne le méritaient pas » (*Malcolm X : The Man and His Times*, publié par John Henrik Clarke [1969]). S'en tenant à ces principes, Malcolm X répudia publiquement son opposition antérieure aux mariages interraciaux.

Mais l'opposition humaniste de Malcolm X à toute forme de racisme n'avait rien à voir avec la réconciliation qu'on lui attribue avec l'establishment libéral américain. Voici ce que, seulement quelques mois avant d'être assassiné, Malcolm X disait à propos des élections présidentielles de 1964 qui opposaient Johnson et Goldwater, élections généralement considérées comme une lutte entre libéralisme et conservatisme : « Je répondais que du point de vue de l'homme noir, ils ne valaient pas mieux l'un que l'autre. Johnson est un renard et Goldwater, un loup. En Amérique, les "conservateurs" disent : "Que les niggers restent à leur place" ; et les "libéraux" disent : "Que les Noirs restent à leur place, mais feignons de leur consentir quelques petits avantages, faisons-les marcher à coups de promesse" » (*l'Autobiographie de Malcolm X*). Ce n'est pas le discours d'un homme qui s'apprête à participer, aux côtés des Martin Luther King, James Farmer, Roy Wilkins du NAACP et Cie, à la cérémonie d'investiture de Lyndon B. Johnson. Malcolm X est resté un adversaire intransigeant et héroïque de toutes les ailes de la classe dirigeante américaine, jusqu'à ce qu'il tombe sous les balles de ses assassins.

En particulier, Malcolm X ne se lassait jamais de mettre en garde contre l'arnaque du parti Démocrate, de dénoncer les Démocrates comme un parti des Sudistes. En 1964, à Harlem, dans une réunion du Mississippi Freedom Democratic Party (MFDP), il prononça un discours éloquent contre les illusions dans le parti Démocrate : « Il en va de même pour le parti Démocrate que les Noirs ont soutenu récemment, je pense quelque chose comme 97 % d'entre eux. Tous ces fous - et c'est ce qu'ils sont, des fous - appartiennent au parti Démocrate. C'est le parti auquel ils appartiennent - le même auquel vous appartenez, le même que vous soutenez, le même dont vous dites qu'il va vous faire ceci et vous faire cela. Pourquoi, la base du parti Démocrate est dans le Sud [...]. Le chef du parti Démocrate siège à la Maison Blanche. Il aurait pu faire venir Mme Hamer à Atlantic City. Il aurait



Ci-dessous, de jeunes Noirs tentent d'échapper aux flics pendant la révolte des ghettos de 1964 à New York. A gauche, dans un supplément spécial de leur journal en mars 1965, nos camarades dénoncent les poursuites judiciaires intentées à leur encontre par l'Etat pour avoir défendu la communauté noire contre les violences policières.



Struggle, Clayborne Carson écrit à propos des militants du SNCC : « L'épisode peut-être le plus significatif de leur séjour en Afrique a été une rencontre imprévue, à Nairobi, avec Malcolm X, le dirigeant afro-américain qui venait de rompre avec la préoccupation étroitement religieuse de la Nation of Islam d'Eljiah Muhammad. Déjà, avant cette rencontre, Lewis et Harris avaient pu constater l'influence considérable de Malcolm X sur le continent africain. En effet, de temps à autre, des Africains les accueillent avec "scepticisme et défiance" car, comme l'un d'eux leur expliqua : "Si vous êtes à droite de Malcolm, vous feriez mieux de commencer dès maintenant à faire vos bagages parce que personne ne va vous écouter." Pourtant, Malcolm X avait décidé d'encourager

les bars, les restaurants, aux coins des rues et sous les porches, Malcolm faisait l'objet, pour la première fois, de vives critiques. On se plaignait de ce que "Malcolm se contentait de parler", alors que les autres organisations occupées à défendre les "droits civiques" étaient passées à l'action, alors que les gens du Dr King étaient au premier rang, à se faire matraquer, disaient. On pensait aussi que les idées de Malcolm X étaient devenues si confuses que personne ne pouvait le suivre. "Il ne sait pas ce qu'il croit exactement. Il n'a pas plus tôt dit une chose qu'il passe à une autre" » (« Epilogue » à l'Autobiographie de Malcolm X).

Les conceptions en évolution rapide et apparemment contradictoires de Malcolm X, pendant la dernière année de sa

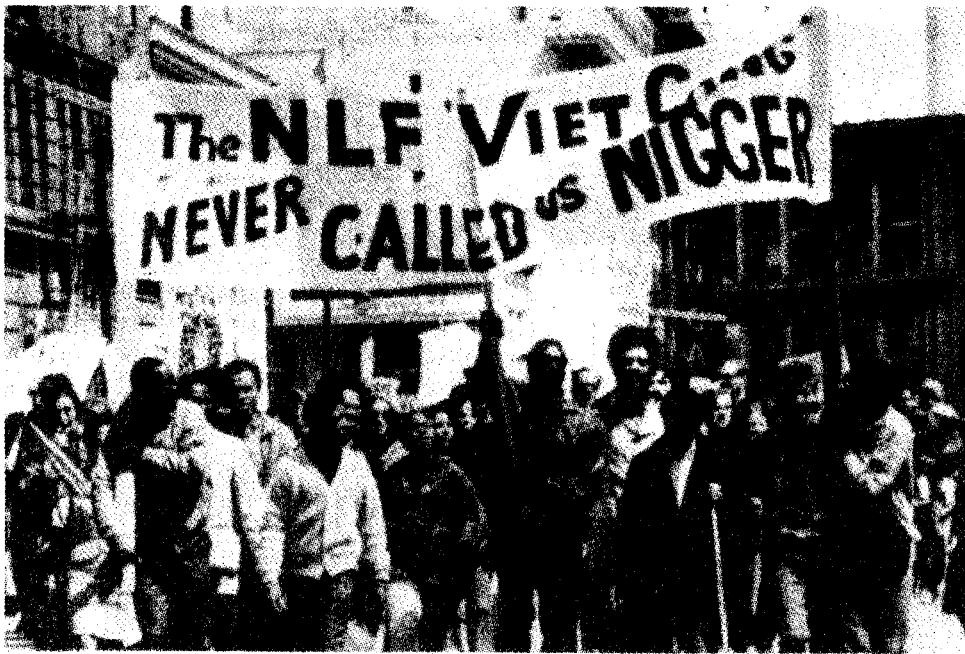
temps, George Breitman du Socialist Workers Party affirme que « c'était un révolutionnaire - de plus en plus anticapitaliste et prosocialiste, et un anti-impérialiste. Ces caractérisations conviennent, même s'il ne se décrivait pas ainsi lui-même » (*The Last Year of Malcolm X* [1967]). En fait, Malcolm X ne se dirigeait ni vers le libéralisme ni vers le marxisme.

Ceux qui argumentent qu'il était en train de devenir un libéral s'appuient principalement sur sa renonciation spectaculaire à toute forme de racisme après son pèlerinage à La Mecque, en avril 1964. Dans une lettre (qui choqua et irrita quelques-uns de ses disciples), il écrivait : « Il y avait là des dizaines de milliers de pèlerins venus du monde entier.

pu ouvrir la bouche et la faire siéger. Hubert Humphrey aurait pu ouvrir la bouche et la faire siéger. Wagner, le maire d'ici, aurait pu ouvrir la bouche et user de son poids, et la faire siéger. Ne me parlez pas de ces quelques fous, quelque part dans le Mississippi, l'Alabama et la Georgie - ils jouent tous le même jeu. Lyndon B. Johnson est le chef du Parti des fous » (Malcolm X speaks). Son message explicite à l'Amérique noire fut prononcé à l'Audubon Ballroom : « C'est un suicide de s'aligner sur l'un ou l'autre parti. Parce que ces deux partis sont criminels. Ces deux partis sont responsables de la condition criminelle dans laquelle nous vivons. »

Dans la dernière année de sa vie, le changement fondamental dans la pensée de Malcolm X ne concernait pas les Blancs américains (c'était secondaire), mais la politique mondiale. Il pensait que les peuples colonisés du monde, les peuples à la peau sombre, s'étaient libérés ou étaient en passe de se libérer de l'impérialisme occidental : « [...] la révolution noire est internationale dans sa portée et dans sa nature. La révolution noire balaye l'Asie, balaye l'Afrique, redresse la tête en Amérique latine » (Malcolm X speaks). Il définissait la lutte des Noirs américains comme une lutte de libération anticoloniale dans le ventre de la bête impérialiste : « [...] la révolte du Noir américain fait partie de la révolte contre l'oppression et le colonialisme qui caractérise cette époque » (Ibid.). Ces conceptions étaient loin d'être propres à Malcolm X. Elles représentent plutôt la vision fondamentale du monde que partageaient les Noirs et les Blancs radicalisés de la Nouvelle gauche au début des années 60. Cette vision de la politique mondiale qui était celle de la Nouvelle gauche était une généralisation impressionniste d'événements spectaculaires récents. Dans l'une des plus sanglantes de toutes les guerres de libération nationale, l'Algérie venait d'arracher son indépendance contre la France. La Révolution cubaine n'avait que quelques années d'existence, et Castro défiait crânement le colosse américain à 145 km de ses côtes. Malgré l'escalade militaire américaine, les révolutionnaires vietnamiens étaient en train de gagner. La nationalisation du canal de Suez par Nasser était encore un événement relativement récent. Pratiquement chaque mois, une des colonies d'Afrique noire, française ou britannique, se voyait accorder l'indépendance formelle. Et la Chine de Mao venait de rompre avec l'Union soviétique et se présentait comme le leader des peuples coloniaux contre l'impérialisme occidental. Pour les militants radicalisés, impressionnistes, de cette époque, il semblait que l'impérialisme américain ne pourrait plus faire face à l'assaut du « tiers-monde » (bien que ce terme, qui ne veut rien dire, ne soit pas encore en vogue).

Malcolm X pensait que les Etats d'Asie et d'Afrique étaient en train de devenir de puissants ennemis de l'impé-



Flax Hermes

1967 - La lutte héroïque du peuple vietnamien contre l'impérialisme US raciste a rencontré un vibrant écho chez les Noirs américains.

rialisme américain et utiliseraient cette puissance en faveur des Noirs américains : « [...] les nations à la peau sombre de ce monde deviennent indépendantes, elles se développent et deviennent plus fortes. Cela signifie que le temps joue en faveur du Noir américain » (By Any Means Necessary, publié par George Breitman [1970]). Les conceptions, ainsi que les idées fausses, autodidactes, de Malcolm X, sur la politique mondiale, son impressionnisme et son impressionnabilité lui ont joué là un mauvais tour. Il possédait un sens viscéral de la réalité politique et sociale américaine. Il voyait clairement dans le jeu des politiciens bourgeois américains - libéraux ou de droite, noirs ou blancs -, comme s'il les avait radiographiés. Il savait que le Congrès américain était une caverne de brigands. Mais Malcolm X avait d'énormes illusions dans les élites dirigeantes d'Asie, et d'Afrique en particulier, et dans l'autorité morale des Nations-Unies (une caverne de brigands et de leurs victimes).

La dernière année de sa vie, il consacra une grande partie de son énergie à obtenir des Etats africains noirs indépendants qu'ils condamnent le gouvernement des Etats-Unis pour racisme à la tribune des Nations-Unies, comme ils avaient condamné l'Afrique du Sud. On ne peut lire le discours qu'il a prononcé au Caire, s'adressant à l'Organisation de l'unité africaine, dans lequel il implorait cet aéroplane de militaristes sanguinaires, de démagogues nationalistes vénaux et de chefs tribaux, qu'avec un sentiment de tristesse : « [...] quelles raisons nos frères africains ont-ils d'hésiter à traîner le gouvernement des Etats-Unis devant l'ONU et à l'accuser de violation des droits humains de 22 millions d'Afro-Américains ? [...] Nous implorons les Etats africains indépendants de nous aider à porter notre problème devant les Nations Unies, atten-

du que le gouvernement des Etats-Unis est moralement incapable de protéger la vie et les biens de 22 millions d'Afro-Américains [...] » (Le Pouvoir noir). Ca ne risque pas ! Ces régimes néo-coloniaux sont dépendants de l'impérialisme américain. Sans la puissance et le potentiel d'intervention militaire des Etats-Unis, sans les millions de dollars d'aide militaire de Washington, les despotes minables d'Afrique noire auraient été depuis longtemps réduits en lambeaux par leur propre peuple.

Alger, 1960 - Manifestation pour l'indépendance de l'Algérie, courbée sous le joug colonial français. La lutte d'indépendance algérienne, les révolutions cubaine et vietnamienne ont conduit les militants radicalisés et impressionnistes de la Nouvelle gauche à penser que l'impérialisme US pourrait être renversé de l'extérieur.



Sains-Bédit

Malcolm X avait tout simplement inversé les termes de la relation qui existe réellement entre l'Afrique noire et l'Amérique noire. Ce ne sont pas les néo-colonies africaines « indépendantes » - dirigées par des cliques militaires sanguinaires, déchirées par de violents conflits tribaux, ravagées par la famine et les épidémies, ruinées économiquement dès lors que le prix du cacao, du pétrole ou du cuivre chute de quelques pour-cents sur le marché mondial - qui aideront à libérer les Noirs américains. Aujourd'hui, cette simple idée apparaît comme une mauvaise plaisanterie. Non, ce sont les descendants de ces Africains noirs amenés comme esclaves dans le nouveau monde qui, comme composante stratégique du prolétariat américain, peuvent détruire le suprême bastion de l'impérialisme de l'intérieur. Alors, la révolution socialiste mondiale et la planification socialiste internationale amèneront les peuples paupérisés d'Afrique noire au niveau des nations les plus avancées.

La révolution ouvrière américaine a besoin d'une direction noire

Nous touchons là au cœur de la faiblesse politique de Malcolm X, - qui existait y compris avant sa rupture avec les Black Muslims : son incapacité à

reconnaître la lutte de classe comme la force motrice progressiste de l'Histoire. On présente souvent Malcolm X comme un représentant authentique des masses noires. Ce n'est qu'en partie vrai. Le monde social de l'ouvrier noir syndiqué de l'automobile, de la sidérurgie ou des docks, qui se reconnaît des intérêts communs et s'engage dans des luttes communes avec ses frères de classe blancs était étranger à l'expérience et à la connaissance de Malcolm X. Il avait été un petit délinquant du ghetto, il avait fait de la prison, puis était devenu pasteur d'une secte religieuse séparatiste. Pour Malcolm X, la division fondamentale et primordiale de la société américaine résidait entre Noirs et Blancs, pas entre ouvriers et capitalistes. Il soulignait en permanence qu'en Amérique les Noirs étaient surpassés en nombre - de l'ordre d'un pour dix. C'est pourquoi il cherchait ses principaux alliés en dehors de la société américaine.

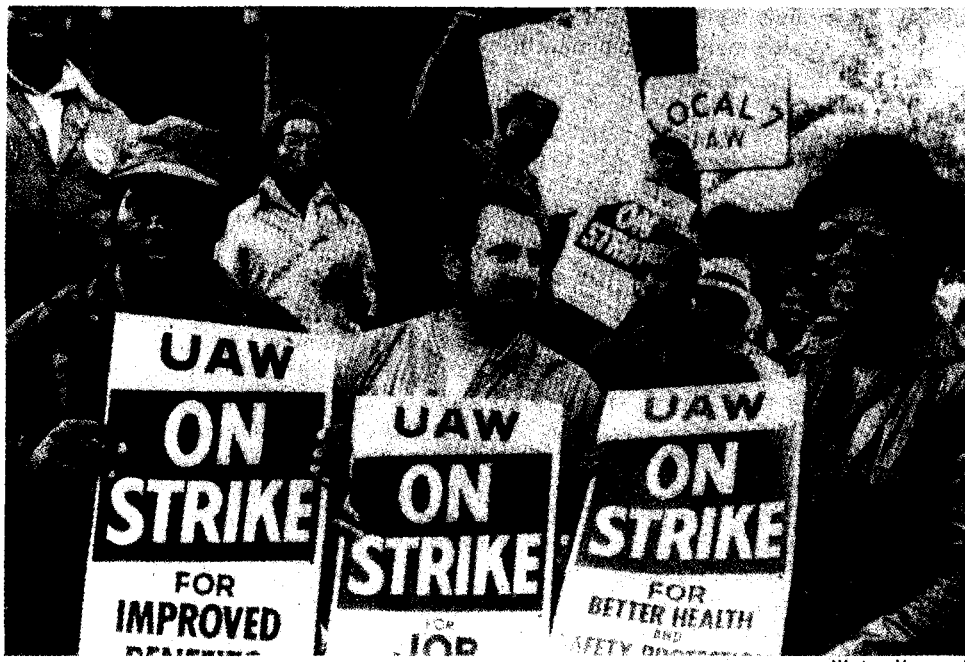
Il est vrai que dans la dernière partie de sa vie, il en vint à reconnaître qu'il y avait des Blancs authentiquement antiracistes et il salua leur engagement. Mais ces Blancs, qu'il avait rencontrés, étaient dans leur majorité de jeunes étudiants libéraux ou radicalisés, souvent motivés par un sentiment de culpabilité causé par leur position sociale privilégiée. Reflet évident de ses expériences avec ces étudiants blancs (presque tous ses discours devant des publics blancs furent prononcés sur des campus universitaires), il ne voyait essentiellement en ceux qui sur-

montaient le racisme que des Blancs éclairés, et non le résultat de luttes sociales. Dans une de ses dernières interviews (18 janvier 1965), il disait : « Si toute la population américaine était correctement éduquée - par des gens correctement éduqués, je veux dire à qui on aurait donné une image vraie de l'Histoire et des contributions des Noirs - je pense que beaucoup de Blancs auraient moins de sentiments racistes » (By Any Means Necessary).

La lutte contre le racisme dans cette société n'est pas fondamentalement une lutte pour un enseignement correct, mais un conflit de classes - ou plutôt, l'enseignement correct résultera d'un conflit de classes. Le mouvement ouvrier est dans cette société la force puissante, racialement intégrée. C'est le poids stratégique des ouvriers noirs dans le mouvement ouvrier qui leur donne le potentiel nécessaire au renversement de tout le système capitaliste raciste. Les ouvriers noirs, armés d'un programme socialiste révolutionnaire et organisés par un parti communiste d'avant-garde, peuvent diriger les ouvriers blancs arriérés, et même racistes, dans des luttes contre la classe dirigeante.

Personne n'a exprimé mieux que Malcolm X la colère et la souffrance des masses noires opprimées. En tant que

Suite page 8



Workers Vanguard

Les ouvriers de Chrysler en grève à Detroit en septembre 1982. Les ouvriers noirs joueront un rôle stratégique dans la révolution socialiste qui écrasera le système capitaliste raciste.

Ce texte, écrit après l'assassinat de Malcolm X, fut publié dans le journal de nos camarades américains Spartacist n° 4, mai-juin 1965.

Malcolm X

De tous les dirigeants noirs de ce pays, celui qui était particulièrement connu pour son militantisme, son intransigeance et son refus d'être une marionnette des libéraux, a été abattu. Ce nouvel assassinat politique est un autre indice de la montée de l'irrationalité et du terrorisme individuel qu'engendre la décadence de notre société. On peut prévoir la réaction des libéraux, et elle sera probablement peu ragoûtante. Bien sûr, ils sont opposés aux assassinats, et quelques-uns d'entre eux pourraient même y aller de leur poche pour l'éducation des enfants de Malcolm X, mais les larmes qu'ils ont versées sur le cadavre de Kennedy, ce chef de l'impérialisme mondial, apparaissent bien plus sincères que celles qu'ils répandent aujourd'hui pour le militant noir qui ne voulait pas entrer dans leur jeu.

Des Black Muslims ?

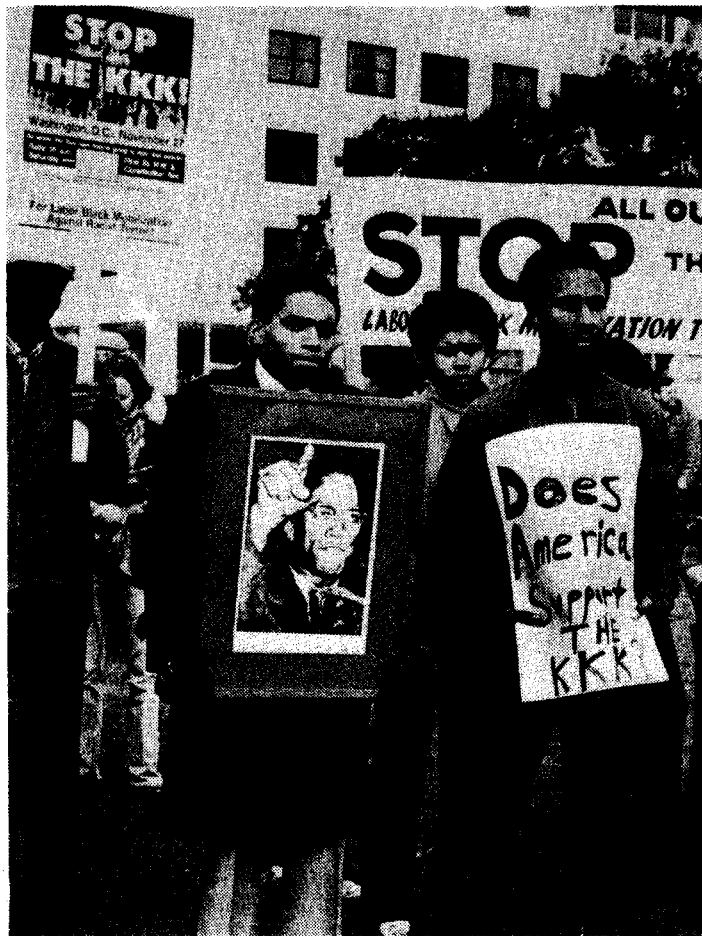
La version officielle veut que ce soient les Black Muslims qui aient tué Malcolm X. Mais nous ne devrions pas accepter trop vite cette hypothèse, non démontrée à ce jour. La police de New York, par exemple, avait de bonnes raisons d'avoir peur de Malcolm X. Et, avec les vastes ressources de chantages et de coercition qui sont à sa disposition, elle avait également d'amples occasions et, bien sûr, n'aurait que peu à craindre d'être démasquée si elle était impliquée. En même temps, l'hypothèse des Black Muslims ne peut être écartée d'un revers de main, parce qu'ils ne sont pas un groupe politique, et en substituant la religion à la science, et le mysticisme de la couleur de la peau à une analyse rationnelle, ils ont une conception du monde qui peut inclure l'efficacité et la moralité de l'assassinat. Un homme qui a un lien direct avec dieu peut tout justifier.

Pas de programme

Cependant, la question centrale n'est pas de savoir qui a assassiné Malcolm X, mais pourquoi il a pu être tué. Bien sûr, au sens littéral du terme, n'importe qui peut être tué, mais pourquoi Mal-

colm X était-il particulièrement vulnérable ? La réponse à cette question fait de la mort de Malcolm X une tragédie des plus poignantes, et dans le sens grec du terme. Les libéraux et Elijah Muhammad ont essayé de présenter Malcolm X comme une victime de sa propre doctrine de violence, qui d'ailleurs n'existait pas. C'est complètement faux et complètement hypocrite. Malcolm X

blanche au feu de la discrimination, de la drogue, de la prison, et d'un flot de calomnies. Il possédait une propriété difficile à définir mais que l'on pouvait quasiment toucher, et qui s'appelle le charisme. Quand vous entendiez Malcolm X parler, même quand il disait des choses erronées et déroutantes, vous aviez envie d'y croire. Malcolm X était capable de vous émouvoir profondé-



Women Vanguard

Washington, 27 novembre 1982 - Lors de la mobilisation de masse, organisée par nos camarades américains, qui stoppa le KKK, des manifestants rendent hommage à la mémoire de Malcolm X.

était le dirigeant d'envergure nationale le plus dynamique qu'ait connu l'Amérique dans la dernière décennie. La fameuse personnalité de Kennedy n'était, comparée à celle de Malcolm X, qu'un personnage de carton-pâte falot, fabriqué à coups d'argent, de publicité, de maquillage et de médias. Malcolm X n'a pas bénéficié de tout cela, mais il avait pour lui une juste cause et une volonté de fer, forgée par l'Amérique

ment. Il était de l'étoffe dont sont faits les dirigeants de masse. Ayant commencé sa vie publique dans l'apolitisme, la religiosité irrationnelle et le mysticisme racial du mouvement des Black Muslims, sa rupture vers la politique et la rationalité fut lente, pénible et terriblement incomplète. Il serait vain de spéculer sur jusqu'où il aurait été s'il avait vécu. Quand les portes de la prison se refermèrent derrière lui, il était

un cambrioleur, un drogué et une victime. Il ressortit un Black Muslim et un homme à jamais libre. Elijah Muhammad et la Nation of Islam furent ainsi inextricablement liés à son émancipation personnelle. En tout cas, au moment de sa mort, il n'avait pas encore développé un programme social clair, explicite et rationnel. Il n'avait pas non plus entraîné ses disciples dans ce type de combat transitoire nécessaire à la création d'un mouvement de masse victorieux. N'ayant pas un tel programme, il ne pouvait développer des cadres sur la base d'un programme. La seule base sur laquelle pouvaient s'appuyer les cadres qu'il formait était lui-même. Haï et craint par le pouvoir, et au centre des sentiments paranoïaques de ses ex-condisciples, son charisme le rendit dangereux, et le fait qu'il n'avait pas pu développer des cadres et un programme le rendit vulnérable. Sa fin violente était hautement probable, et il en était parfaitement conscient.

Personnalité héroïque et tragique

L'assassinat de Malcolm X, et les conséquences désastreuses de sa mort sur son organisation et les militants noirs en général ne signifient pas que le mouvement noir soit toujours susceptible d'être décapité en abattant ses dirigeants. C'est vrai qu'il y a aujourd'hui un manque désespérant de direction pour les Noirs. On trouve, il est vrai, les respectables serviteurs de l'establishment libéral - des hommes comme James Farmer, dont les tentatives abjectes de faire porter la responsabilité de l'assassinat de Malcolm X sur les « communistes chinois » ne fera qu'accélérer le déclin en tant que dirigeant. Pourtant, des rangs des militants doit émerger un homme doté de la capacité dirigeante d'un Malcolm X. A terme, une telle direction surgira. C'est une certitude tant statistique que sociale. Cette direction, forgée à partir de l'expérience de ses prédécesseurs, tels que Malcolm X, et affranchie de la religion, construira un mouvement dans lequel les masses noires et leurs alliés pourront prendre la tête de la troisième grande révolution américaine. Alors, Noirs et Blancs, ensemble, honoreront Malcolm X comme un personnage tragique et héroïque d'une sombre période de notre histoire commune.

Malcolm X...

Suite de la page 7

socialistes révolutionnaires fermement engagés dans la lutte pour la libération des Noirs et pour le parachèvement de la Guerre civile par une troisième révolution américaine, nous nous solidarisons avec la

position prise par Malcolm X contre les racistes et le racisme abject qui imprègnent cette société. Malcolm X fut un homme qui a décrit cette société telle qu'elle est : ce système se maintient par l'oppression brutale de 20 millions de Noirs et perpétue cette oppression ; sa soi-disant démocratie est un mensonge ; les politiciens des deux partis, Républi-

cains et Démocrates, sont des escrocs et des adversaires de la liberté des Noirs. Son refus de jouer le jeu des libéraux, de mendier des miettes, avec l'humilité requise, et son exigence de la liberté maintenant ont inspiré une génération de militants noirs. Son appel à l'Amérique noire à affronter les pouvoirs racistes existants et sa dénonciation cinglante de

la stratégie de la non-violence lui ont valu la haine des gouvernants et de leur chose, les leaders noirs « respectables ». Mais pour nous, qui concevons la lutte pour la libération des Noirs comme un élément stratégique de la révolution ouvrière qui abattra l'ensemble de cet horrible et irrationnel système basé sur le profit, c'est précisément sa recherche intransigeante de vérité et son opposition intraitable à l'Amérique raciste qui en font un héros. Mais il n'avait pas compris le pouvoir potentiel des Noirs américains, en tant qu'ouvriers, de non seulement se libérer mais aussi de libérer les peuples opprimés du monde entier. Pour libérer et donner une direction à cette force, il faut construire une avant-garde communiste racialement intégrée. Peu après l'assassinat de Malcolm X, nous écrivions : « [...] à terme une telle direction surgira. C'est une certitude tant statistique que sociale. Cette direction, forgée à partir de l'expérience de ses prédécesseurs, tels que Malcolm X, et affranchie de la religion, construira un mouvement dans lequel les masses noires et leurs alliés pourront prendre la tête de la troisième grande révolution américaine. Alors, Noirs et Blancs, ensemble, honoreront Malcolm X comme un personnage tragique et héroïque d'une sombre période de notre histoire commune. »

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Adressez la correspondance à : Spartacist League of Australia.....

Spartacist League
GPO Box 3473
Sydney, NSW, 2001
Australie

Spartacist League/Britain.....
Spartacist Publications
PO Box 1041
London NW5 3EU
Grande-Bretagne

Trotskyist League of Canada.....
Trotskyist League
BOX 7198, Station A
Toronto, Ontario
M5W 1X8, Canada

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands.....
SpAD
Postfach 51 06 55
1000 Berlin
Allemagne

Ligue trotskyste de France.....
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Spartacist Group India/Lanka.....
Ecrire à Spartacist,
New York

Dublin Spartacist Youth Group.....
PO Box 2944, Dublin 1
République d'Irlande

Lega Trotskista d'Italia.....
Walter Fidacaro, C.P. 1591
20101 Milano, Italie

Spartacist Group Japan.....
Spartacist Group Japan
PO Box 18, Chitose-Yubinkyoku
Setagaya-ku, Tokyo 156, Japon

Grupo Espartaquista de México.....
P. Linares, Apdo. Postal 453
06002, México 1 D.F.
Mexique

Spartakusowska Grupa Polski.....
Platforma Spartakusowców
SKR 741
50-950 Wrocław 2, Pologne

Spartacist League/US.....
Spartacist League
Box 1377 GPO
New York, NY 10116, USA

Spartacist/URSS.....
URSS
121019 Moscou g-19
A/Ya 19

10 000 immigrés dans les rues de Paris pour le droit à rester dans ce pays

25 mai - Dans une France gangrenée par la terreur raciste, une grande bouffée d'oxygène est passée dans les rues de Paris : une dizaine de milliers d'immigrés d'origines diverses, en majorité des Africains noirs, des Turcs et des Kurdes de Turquie, ont défilé au coude à coude dans des cortèges associatifs pour exiger le droit de rester dans ce pays. Aux cris de « Des papiers pour les déboutés ! », « Non aux expulsions ! », ce fut pour bon nombre de ces manifestants l'occasion d'exprimer pour la première fois leur rage face à ce système qui, non content de les surexploiter, les rejette dans la clandestinité. La récente réforme de l'organisme chargé d'« examiner » les demandes d'asile, l'OFFRA, fait partie de la campagne de chasse aux « immigrés » et a abouti au rejet de 92 % des dossiers de demandeurs d'asile pendant l'année 1990.

C'est à l'appel du Réseau, regroupant seize organisations humanitaires, que tous ces Maliens, Haïtiens, Kurdes, Turcs et Guinéens (pour ne citer qu'eux), ont répondu massivement, surprenant par leur grand nombre les organisateurs eux-mêmes. Bien souvent sans possibilité de s'organiser syndicalement, parce qu'atomisés dans des boulots au noir, avec l'épée de Damoclès de la clandestinité suspendue au-dessus de leur tête, ces travailleurs montrent leur puissance avec une discipline et une combativité exemplaires. Ils ont dû prendre en charge leur propre combat que les directions traîtres du mouvement ouvrier ont laissé en marge de la lutte des classes. Ce sont donc des exclus parmi les exclus, pour la plupart entassés dans les foyers SONACOTRA, qui ce 25 mai ont exigé le droit d'asile pour les 200 déboutés grévistes de la faim (grève de la faim initiée à Bordeaux par des réfugiés turcs et kurdes de Turquie, depuis le mois d'avril). Mais leurs exigences ne s'arrêtent pas à la carte provisoire de séjour : tous ces gens qui vivent en France, parfois depuis plusieurs années, avec famille et emploi, entendent défendre leur droit à rester sur ce territoire en tant que citoyens à part entière. Qu'ils soient ici depuis longtemps ou qu'ils viennent d'arriver, pour nous, les revendications



La première manifestation pour les «déboutés», le 25 mai dernier à Paris.

sont les mêmes : chaque immigré se trouvant sur le sol français a le droit d'y rester avec les pleins droits de citoyenneté, pour lui et sa famille. La manifestation a été ponctuée de fréquents discours, le plus significatif étant celui d'une militante de l'ACTIT (Association culturelle des travailleurs immigrés turcs) qui a déclaré en substance ce qui est reproduit dans un tract : « Les droits des immigrés ne se limitent pas au droit de séjour et de travail. Ils veulent aussi le droit de citoyenneté, de vote, d'être élu, de visa, de regroupement des familles, au logement, à la santé, à l'éducation, la lutte antiraciste. »

Dans la manifestation de ce 25 mai, on pouvait lire sur une banderole : « Réfugiés ailleurs = Kouchner - Réfugiés ici = Roissy. L'hypocrisie ça suffit ! » Le gouvernement, voulant exploiter sa participation à la « victoire » dans la guerre du Golfe, a effectivement envoyé Kouchner verser des larmes de crocodile sur l'horrible sort des

Kurdes d'Irak, alors même qu'il expulse des Kurdes de Turquie, persécutés par le régime d'Ankara. Car ce gouvernement, est-il besoin de le préciser, a un sens de l'accueil très sélectif : on se rappelle de la publicité tapageuse qui a accompagné la venue des Albanais (lesquels ont appris, à leurs dépens, ce qu'était la démocratie bourgeoise dont ils attendaient tant). On se souvient aussi avec quel empressement ils ont ouvert les bras aux dissidents procapitalistes des pays de l'Est quand ceux-ci venaient à point nommé renforcer l'antisoviétisme dont ce gouvernement s'est fait le champion. On n'oublie pas non plus que Duvalier coule des jours paisibles à Grasse et on a dans la tête l'image des émirs du Koweït, « réfugiés » dans les luxueux hôtels de la Riviera, pendant que les impérialistes, défenseurs des droits de l'homme confirmés, écrasaient sous des tonnes de bombes le peuple irakien.

Les banlieues s'enflamment, on leur envoie les flics pour entamer le « dialogue » ; les déboutés revendiquent, on leur signifie qu'on est déjà bien gentils de les écouter, mais que de toute façon, la France n'aurait « plus les moyens d'accueillir toute la misère du monde » (dixit Rocard, propos repris par Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'« intégration »). Quand le Réseau appelle à une autre manifestation le 15 juin, il se la voit interdire et les manifestants doivent se replier sur l'église Saint-Joseph. Ce n'est que le début d'une provocation, puisque quatre jours plus tard, le 19, les flics municipaux et les lepénistes, dont les manifestations respectives sont soi-disant interdites, peuvent défilé en toute tranquillité. Et, quelques jours plus tard encore, comme pour faire écho de façon sinistre aux demandeurs d'asile, le gouvernement expulse Moumen Diouri vers la dictature gabonaise.

L'imposante manifestation du 25 mai, qui s'est clôturée par des prises de paroles dans différentes langues, a montré l'énorme potentiel de ces travailleurs étrangers dont Trotsky disait, en s'adressant aux travailleurs juifs de France dans une lettre écrite en 1930 : « Il me semble que le rôle joué aujourd'hui par les travailleurs étrangers en France secouera le conservatisme profond de ce pays [...]. Les travailleurs étrangers ont une mentalité différente, tout simplement parce que ce sont des étrangers, une mentalité d'émigrants, plus mobile, plus réceptive aux idées révolutionnaires. » Aujourd'hui, tout communiste qui se respecte se doit d'affirmer haut et clair : A bas les camps de rétention ! Non aux expulsions ! A bas la chasse aux sorcières contre les clandestins ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille ! C'est le programme sur lequel lutte la Ligue trotskyste depuis des années. La LTF n'a jamais appelé à voter pour ces gouvernements de front populaire qui ont gonflé les voiles des fascistes et qui ont maintenu un consensus national en prenant les immigrés pour cible. Dix ans qu'ils sèment chômage et terreur raciste, il est plus que temps de leur donner la récolte qu'ils méritent !

Flics...

Suite de la page 1

sieurs centaines de flics.

Trois semaines plus tard, au Val-Fourré, immense cité-ghetto de 28 000 habitants à Mantes-la-Jolie, la rage des jeunes a explosé face aux provocations des flics, et le mécanisme classique de l'émeute policière s'est enclenché : renforts massifs de CRS, mise en état de siège, rafles et tabassages au hasard. Il s'agit, pour le gouvernement, de terroriser les jeunes - quitte à faire un « exemple » ou deux - pour écraser leur révolte.

Dans la nuit du samedi 26 mai, Aïssa Ihich, 19 ans, rentre de son travail, à Paris. Il est arrêté par une patrouille de CRS et est sauvagement tabassé. D'après le témoignage d'un des CRS, il se débat en criant : « Ne me frappez pas, je suis asthmatique » (le Monde, 9-10 juin). Aïssa est alors jeté dans un cachot du commissariat, avec huit autres jeunes. Il a gardé avec lui son unique bouteille de Ventoline, le médicament qui permet de soulager ses crises d'asthme. Le lendemain, à 14 h, son père Hammad et sa sœur Sonia

se présentent au commissariat et demandent à le voir pour s'assurer qu'il ne manque pas des médicaments indispensables. Les flics les repoussent, comme le lendemain matin ils repousseront Sonia qui est revenue avec les médicaments.

« Quand Aïssa est tombé dans le coma et qu'ils se sont affolés, raconte sa mère, ils m'ont appelée. Je suis venue tout de suite avec les médicaments qu'ils avaient refusé de lui transmettre quand mon mari, peu avant, les avait apportés. Mais ils ne m'ont pas laissée entrer. Je les ai suppliés à genoux, j'ai embrassé leurs mains, pour qu'ils me laissent le serrer dans mes bras tant qu'il avait encore un souffle de vie. Ils ont refusé » (l'Humanité, 31 mai). Aïssa succombera le 27 mai. Et ses bourreaux vont alors transporter le corps à l'hôpital pour tenter de faire croire qu'il n'est pas mort sur les lieux de son supplice...

Les flics s'acharnent sur Mantes, coupable de s'être soulevée contre l'« ordre » raciste. Deux semaines après, dans la nuit du 9 juin, ils se livrent à une nouvelle provocation meurtrière : pour arrêter des jeunes qui circulent à bord de voitures « empruntées », ils mettent leur véhicule en travers de la route pour former un barrage. Mais cette tentative « musclée » tourne mal pour les flics. Une des voiture

percute l'obstacle, provoquant la mort accidentelle d'une policière.

Un quart d'heure plus tard, quelques-unes des voitures conduites par les jeunes repassent à plusieurs dizaines de mètres des flics. Alors qu'elles s'éloignent, un des policiers hurle « Tirez ! Il faut tirer ! » - une balle dans la tête de Youssef Khaïf, 23 ans.

Une fois de plus, les flics ont accompli leur meurtrière besogne. Mais pour une fois, une des leurs est restée sur le carreau. Les larmes versées par les réformistes sur un de ces chiens de garde du capital, tombé dans la guerre raciste menée par la bourgeoisie contre les travailleurs « immigrés » et leurs enfants, sont particulièrement obscènes. Mais pour la classe dirigeante, son gouvernement, ses politiciens et ses médias, ceci constitue une grave menace pour l'« ordre républicain », autrement dit le « droit »

pour les nervis en uniforme de la bourgeoisie de terroriser en toute impunité les jeunes des quartiers et des cités-ghettos.

De son côté, la police signifiait sans tarder au gouvernement « de gauche » qu'elle entend mener comme bon lui semble la répression dont il lui confie la tâche dans les banlieues. Pour bien faire passer ce « message », les flics présents aux obsèques de leur collègue tourneront ostensiblement le dos au nouveau premier ministre - la fameuse « haie du déshonneur » que l'armée réserve aux « traîtres à la patrie » : un acte manifeste de « désordre antirépublicain » !

A vrai dire, les « socialistes » en question n'avaient pas attendu cette manifestation sans équivoque de bonapartisme policier pour serrer les rangs derrière « leur » police. Marchand montait sur le champ au créneau et essayait de salir la

Suite page 10

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tél : 42 08 01 49	Rouen Spartacist BP 240 76003 Rouen Cedex Tél : 35 73 74 47	Lyon Spartacist BP 7104 69353 Lyon Cedex 07
--	--	---

Flics...

Suite de la page 9

mémoire de Youssef Khaïf en le présentant comme un « grand délinquant ».

En réalité, Youssef était un jeune homme courageux, qui n'acceptait pas l'oppression raciste et l'injustice policière, et qui refusait de se laisser acheter par les valets sociaux-démocrates de l'« ordre » bourgeois raciste. Engagé dans une association sportive et culturelle des jeunes du Val-Fourré, il s'était opposé aux tentatives de la mairie PS de la faire passer sous sa coupe et avait vivement interpellé le maire après l'assassinat d'Aïssa. Il avait fait son service militaire en Algérie, mais était revenu convaincu que c'était en France qu'il devait se battre. Depuis, il était dans le collimateur des flics. « En mai 1990, raconte son père, Youssef a juste haussé la voix quand ils ont arrêté, là devant, des jeunes du quartier. Il a eu quatre mois pour rébellion. Après on l'a accusé d'un vol de bijouterie avec des témoignages bidons, sans preuve. Il a payé de deux mois de prison à Fresnes, Noël et le jour de l'an enfermé, pour rien. Cette semaine, le juge devait rendre le non-lieu. Voilà pourquoi il est connu et considéré comme un criminel! Et on l'a tué. Ça fait un rebelle de moins, à dégager! Comme en Algérie, avec les fellagha! » (Libération, 13 juin).

La chasse aux « immigrés » est effectivement la poursuite de la guerre coloniale d'Algérie. Comme nous l'écrivions déjà dans le Bolchévik n° 101 (avril-mai 1990) : « Si aujourd'hui tuer ou torturer un "immigré" dans un commissariat est considéré par la "justice" française comme la chose la plus banale du monde, c'est que ces tortionnaires ont derrière eux une solide tradition. Tout l'appareil d'Etat français s'est fait la main sur les "sous-hommes" qui composaient l'empire colonial où l'impérialisme français a apporté ses propres méthodes de torture et de carnage.

« De plus, tous les acteurs de la sale guerre d'Algérie, qui ont sur les mains le sang des Algériens, occupent aujourd'hui la scène politique - des sociaux-démocrates qui, avec Guy Mollet, ont déclenché la guerre d'Algérie aux caciques gaullistes et autres barbouzes, en passant par Giscard (sympathisant de l'OAS) et Le Pen qui fit ses classes de tortionnaire en Algérie. Et Mitterrand lui-même, ministre de l'Intérieur puis de la "Justice" de l'époque et servent défenseur de l'Algérie française. »

Le relais de la révolte des banlieues parisiennes a été repris, dans le Sud, par les enfants et petits-enfants d'anciens harkis, construisant des barrages et affrontant les flics, qui les chargent en scandant au rythme des matraques frappant leurs boucliers : « On va casser du bougnoule. » La mobilisation, partie de Narbonne en réaction à une nouvelle provocation policière, a rapidement fait



Le Bolchévik

La Ligue trotskyste à la manifestation pour les « déboutés » du droit d'asile du 25 juin.

tâche d'huile, touchant aujourd'hui près de vingt départements.

Les harkis sont les anciens supplétifs que l'armée impérialiste française a enrôlés en Algérie - et utilisés souvent pour les plus basses et sales besognes contre les combattants indépendantistes - pour faire sa guerre coloniale, raciste. Une fois cette guerre finie, la France impérialiste les a traités avec tout son mépris raciste, rejetant à l'écart ceux qui avaient réussi à entrer en France, dans des camps délabrés entourés de barbelés. Leurs enfants sont surségrégues (80 % des 18-25 ans sont sans-emploi - avec une carte d'identité française en poche!)

Victimes de la même terreur et des mêmes discriminations que les autres communautés d'origine maghrébine, ces jeunes revendiquent essentiellement, eux aussi, outre la libération des quatre jeunes de Narbonne, le droit au logement, à la formation, à l'emploi. Et il est significatif que dans la nuit du mardi 24 juin, alors que ces jeunes faisaient face à la flicaille, plusieurs centaines d'habitants du reste de la cité-ghetto de Narbonne - « Beurs » et aussi « Blancs » - soient descendus dans la rue et se soient massés autour d'eux.

Il est significatif aussi que, du gouvernement aux fascistes, la bourgeoisie cherche à diviser ces jeunes et les autres enfants d'« immigrés » maghrébins. Le Recours et même des groupements pieds-noirs ouvertement fascistes cherchent à manipuler le mouvement. Et l'on a vu ainsi la manifestation du 29 juin, à Narbonne, défilé derrière un drapeau tricolore et des harkis bardés de décorations gagnées pendant la guerre d'Algérie. Mais les diatribes d'un harki, ancien capitaine de l'armée française, contre les autres originaires d'Algérie, ont provoqué beaucoup de réprobation. Les jeunes s'opposent même à ce que soit chantée « la Marseillaise ». Une jeune femme déclara aussi à un journaliste de l'Humanité (26 juin) : « [...] les jeunes ont le sentiment que leurs parents ont été trompés par

la France. Ils ne veulent pas recommencer. Ceux qui étaient sous les drapeaux durant la guerre du Golfe ont déclaré qu'ils ne voulaient pas aller se battre. Ils ne voulaient pas tirer sur leurs frères arabes. »

Rompez avec Mitterrand ! Non à la collaboration de classes !

« Malik Oussekin est mort, je ne le connaissais pas, ça m'a fait mal », déclare la sœur d'Aïssa Ihich. « Maintenant mon frère est mort... Je n'ai plus de frère » (Libération, 29 mai).

La macabre similitude entre le meurtre d'Aïssa et celui de Malik Oussekin, lui

Rassemblement pour Aïssa à Mantes-la-Jolie. La classe ouvrière doit se mobiliser contre la terreur raciste.



P. Le Secretain/SYGMA

aussi de famille maghrébine, élève modèle et malade chronique, assassiné par les flics qui réprimaient les manifestations étudiantes de décembre 1986, n'a échappé à personne - et surtout pas au gouvernement Mitterrand, qui se rappelle fort bien ce qui avait suivi : plus d'un demi-million de jeunes et de travailleurs descendus dans la rue contre cette atrocité policière raciste, la menace d'une grève ouvrière qui avait contraint le gouvernement d'alors à retirer ses projets aggravant la sélection-ségrégation scolaire, puis la puissante grève des cheminots qui devait briser les reins à la chiraquie.

Mais aujourd'hui, les seules actions de protestation ont été une manifestation des jeunes et des habitants du Val-Fourré, pour rendre hommage à Aïssa et manifester leur solidarité avec sa famille, et une minute de silence à l'usine Talbot de Poissy, où son père est ouvrier et délégué syndical.

Pourquoi, trois ans après l'assassinat de Malik, celui d'Aïssa suscite-t-il si peu de réactions ? Cela tient certainement en partie, hélas !, aux inquiétants progrès qu'ont fait dans la conscience de larges couches de la population, sinon l'idéologie ouvertement raciste du Front national, du moins le consensus raciste officiel « respectable » qui, du RPR au PCF en passant par le PS, désigne les « immigrés » eux-mêmes comme la cause de tous les maux, à commencer par le racisme dont ils sont victimes.

Mais il ne faut pas oublier un autre puissant motif : en 1986, toute la gauche, l'« extrême gauche » pro-Mitterrand et autres SOS-Racisme avaient cyniquement exploité la saine et légitime révolte de la

meilleure partie de la jeunesse et de la classe ouvrière face à l'assassinat raciste de Malik, pour les pousser à soutenir Mitterrand. Ces escrocs manipulateurs, qui en 1988 faisaient voter pour « Tonton » en proclamant cyniquement « Nous ne voulons plus jamais d'autres Malik Oussekin », ne vont évidemment pas descendre dans la rue aujourd'hui que les flics de leur président ont torturé à mort un fils de travailleur maghrébin.

En 1981, à l'encontre des charlatans de la soi-disant « extrême gauche », de l'OCI (devenu depuis PCI-MPPT) à LO en passant par la LCR, nous avons appelé les travailleurs à refuser de soutenir Mitterrand, « le candidat d'une alliance qui lie les travailleurs à leurs exploités » (le Bolchévik n° 26, juin 1981). Le rôle assigné par la bourgeoisie à cette coalition de collaboration de classes (PCF, PS et politiciens bourgeois) était de mobiliser l'opinion derrière la croisade de la guerre froide antisoviétique, mais aussi d'imposer les mesures de régression sociale exigées par les maîtres du capital, ce qui supposait de réussir à paralyser le plus longtemps possible la combativité ouvrière avec les illusions dans le « gouvernement de gauche ».

Mais il apparut rapidement qu'une partie importante - « immigrée » - de la classe ouvrière, fortement concentrée dans les secteurs clés de la grande industrie, ne partageait pas ces illusions de Mitterrand. Quelques mois après la « victoire du 10 mai », le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman se trouva confronté aux puissantes grèves des OS

« immigrés » de l'automobile, et réussit à les briser avec la complicité active des directions du PCF, de la CGT et de la CFDT.

La grève des OS « immigrés » de Talbot, fin 1983, avait coïncidé avec l'éveil à l'activité politique des enfants des travailleurs « immigrés », avec la naissance d'un mouvement « beur », notamment avec la « Marche des Minguettes ». Mais en même temps qu'elle réussissait à isoler et à écraser la grève de Talbot, la coalition de collaboration de classes au pouvoir réussira finalement à neutraliser et à étouffer les luttes des « Beurs », avec la complicité agissante du PCF et de l'« extrême gauche » et en mettant sur pied des organisations, comme SOS-Racisme, pour récupérer, canaliser et faire éclater le mouvement, et en achetant directement ceux des dirigeants du mouvement qui voulaient bien l'être. Aujourd'hui, l'absence quasi totale de toute forme d'organisation de la jeunesse des banlieues est le résultat du travail destructeur de la collaboration de classes.

Rejoignez le combat de la LTF ! Construisons le parti ouvrier révolutionnaire multiethnique !

Ces jeunes qui se révoltent ont été abandonnés par les directions chauvines du mouvement ouvrier organisé et les charlatans pro-Mitterrand de l'« extrême gauche ». Les réactions après l'assassinat de Youssef Khaïf ont montré avec une brutale netteté que, dans ce pays, se place du côté des victimes de la terreur policière raciste, et qui du côté de l'« ordre » capitaliste. Le lendemain du drame de

Vient de paraître !

Spartacist

(édition française)

N° 26 (printemps 1991)
10 francs (56 pages)

Contient des documents et des textes de discussion sur l'effondrement du stalinisme. On trouvera également dans ce numéro une critique du « Trotsky » de Pierre Broué.



Ecrire au Bolchévik: B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10

Algérie...

Suite de la page 12

une puissante classe ouvrière, mais aujourd'hui son avenir est menacé par les mesures de « libéralisation » de l'économie qui se traduisent par des licenciements et une augmentation sauvage du coût de la vie. Si une fine couche de bourgeois et de potentats du FLN ont réussi à accumuler des fortunes, l'immense masse des Algériens est plongée dans une paupérisation chaque jour plus profonde. Plus de la moitié des jeunes est aujourd'hui sans emploi. Le petit trafic et le marché noir sont bien souvent leur seul moyen de survivre. Et bien entendu, les femmes sont dans leur grande majorité exclues du monde du travail.

Si en juin 1990 le FIS a pu exploiter le désespoir des masses de chômeurs pour rassembler, hors des régions kabyles, la majorité des municipalités, dans les usines et les chantiers, là où réside la puissance de la classe ouvrière, les agitateurs intégristes sont marginalisés. Les premiers mois de l'année ont connu une série de grèves, parfois longues et militantes, contre les licenciements et l'austérité. Des ouvriers ont chassé de leurs entreprises les organisateurs du FIS qui cherchent à construire des « syndicats » islamistes. Devant la montée des grèves, les bonzes de l'UGTA, la confédération syndicale caporalisée, ont été obligés en avril d'appeler à une grève générale qui fut un succès massif. La classe ouvrière algérienne a besoin de forger dans la lutte une confédération syndicale. Chassez les agents du FIS, virez les bureaucrates achetés par le FLN! Contre les attaques antiouvrières des Hamrouche-Ghozali à la solde du FMI, la classe ouvrière doit se mobiliser pour imposer l'échelle mobile des salaires et la répartition du travail entre toutes les mains existantes. Aucun licenciement! Une politique de grands travaux est à l'ordre du jour. Contrôle ouvrier sur la

production. La classe ouvrière doit se doter des organes de son pouvoir: comités, conseils ouvriers, et préparer son armement.

Seule la classe ouvrière a la puissance sociale de renverser le régime corrompu du FLN qui ne tient que par les fusils de l'armée et d'écraser les aspirants-dictateurs théocrates du FIS. Pour cela, elle doit entraîner derrière elle l'énorme masse non seulement des chômeurs, mais aussi des femmes, sur lesquelles pèse le joug du patriarcat et qui sont directement menacées par la terreur islamiste, ainsi que les Kabyles qui détestent les « arabisateurs » du FLN et les nervis du FIS qui ne leur promettent qu'oppression nationale.

Contre l'arabisation forcée qui est une attaque chauvine contre les Berbères et qui, à brève échéance, ne peut que provoquer l'acculturation, il faut opposer la revendication des droits égaux pour toutes les langues usitées en Algérie, y compris le français! Le prolétariat algérien doit défendre pied à pied le droit des Berbères à parler et à écrire leur langue, le tamazight.

Les différents courants qui se réclament de la classe ouvrière capitulent à un degré ou un autre devant la campagne démagogique d'arabisation forcée. Si le français a été imposé par la colonisation, trente ans après l'indépendance il est encore une langue véhiculaire et constitue un lien précieux avec le monde industrialisé. C'est d'une amère ironie et d'une hypocrisie certaine que le « débat » sur l'arabisation se fasse dans une grande mesure, du moins par l'écrit, en français! L'expérience désastreuse de Lanka est à méditer: les chauvins cinghalais ont imposé le sinhala comme langue unique contre le tamoul et l'anglais qui était la langue commune aux deux peuples de l'île, aujourd'hui plongée dans la guerre intercommunautaire.

La question de l'émancipation des

femmes est stratégique dans la lutte pour l'émancipation du prolétariat et des masses opprimées. Contre les campagnes d'intimidation et de terreur contre les femmes qui refusent de porter le *hidjeb*, des brigades ouvrières doivent disperser les commandos et équipes de surveillance du FIS et garantir la libre circulation des étudiantes à la sortie des cités universitaires. Contre le FLN et son Code de la famille, contre les intégristes qui veulent imposer la réclusion des femmes, les exclure totalement du travail, les confiner dans la prison domestique du domaine « privé », le prolétariat doit lutter pour la stricte séparation de la religion et de l'Etat. Il faut, sans peur d'être momentanément à contre-courant, lutter contre les préjugés, les attitudes sociales arriérées qui, sous prétexte de religion, oppriment les femmes au sein de la famille.

Il faut une direction révolutionnaire

Alors que la question du pouvoir est ouverte, le prolétariat algérien a désespérément besoin d'un parti révolutionnaire. Les traîtres stalinien du PAGES, comme toujours à la traîne du FLN, soutiennent l'état d'urgence. Quant aux sociaux-démocrates lambertistes du PT, ils ont été jusqu'à soutenir la « grève » du FIS! Le PST, affilié au Secrétariat unifié (SU) de Mandel, n'apporte aucune alternative de classe non plus et est même comme paralysé par le brusque changement de situation. Il avait tout misé sur la voie électorale et « démocratique ». Par exemple, trois semaines avant l'appel à la grève politique du FIS, il tenait un congrès (de trois jours), largement médiatisé, où la principale question abordée était de déterminer son attitude... aux premier et second tours des législatives à venir! Et sur le second tour, ce congrès n'a même pas réussi à prendre une position de vote, divisé entre ceux qui rechignaient à appeler à voter pour un candidat de la bourgeoisie et ceux qui voulaient reporter

leurs voix sur des candidats « démocrates » pour faire barrage au FIS - comprendre le FFS bourgeois de Ait-Ahmed qui, malgré quelques déclarations de pure forme, est lui aussi soulagé par l'instauration de l'état de siège.

Pendant la campagne pré-électorale, le PST a martelé deux idées: le meilleur moyen de « faire barrage » aux intégristes était d'avoir... des élections à la proportionnelle intégrale! L'autre étant le « front ouvrier et populaire » - une version de gauche de la traditionnelle vision étapistes de la révolution socialiste des stalino-menchéviki - qui exprime les appétits opportunistes de la direction du PST à constituer un bloc de collaboration de classes avec des formations bourgeoises, et au premier chef avec le FFS. La revendication *maximum* censée couronner le programme du PST est l'assemblée constituante!

Le PST réduit la nécessaire lutte pour les revendications démocratiques à l'exigence d'un *parlement* bourgeois et repousse la propagande pour le pouvoir ouvrier aux calendes grecques. Mais le programme avancé par Trotsky pour les pays capitalistes arriérés comme l'Algérie est l'exact opposé du parlementarisme bourgeois: « Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes » (la Révolution permanente).

La tâche urgente, en Algérie aujourd'hui, reste de construire un parti qui luttera sur le programme de la révolution permanente de Trotsky, pour l'avènement d'un gouvernement ouvrier et paysan, dans une fédération socialiste du Maghreb. ■

Mantes, l'*Humanité* publiait ainsi une gigantesque photo, non de Youssef Khaïf, mais de la policière « assassinée dans l'exercice de ses fonctions », et relayait sans vergogne l'hystérie gouvernementale sur les « cent ou cent cinquante dealers, voleurs, casseurs » qui « font impunément la loi » au Val-Fourré (10 juin). Le surlendemain, l'éditorial du quotidien « communiste » réaffirmait que « la répression est indispensable ».

Récemment, la direction du PCF a fait imprimer et distribuer à des centaines de milliers d'exemplaires un tract obscène où elle proclame qu'« avec 3,5 millions de chômeurs, il faut arrêter toute immigration nouvelle », que « les familles immigrées sont [...] parmi les premières à bénéficier des aides accordées aux plus démunis », que des immigrés abusent du regroupement familial qui devra être « maîtrisé et rigoureusement contrôlé dans son application », que la présence d'« une nombreuse population immigrée dans une même ville » conduit « à des déséquilibres dans l'utilisation des ressources communales qui mécontentent d'autres couches de la population » et, pour finir, reprend à son compte l'équation raciste proclamée par le gouvernement entre immigrés et « drogue, violence, délinquance »! Nous espérons vivement que de nombreux militants du PCF refuseront de distribuer de telles ordures racistes. Mais elles ne sont que l'expression de la politique chauvine et réformiste du PCF qui, pour s'attirer les faveurs de la social-démocratie et de la bourgeoisie, multiplie les gages pour dire qu'il est prêt à faire le sale boulot au compte du capitalisme français. Le parti de Vitry n'est pas un endroit pour un communiste!

De leur côté, les responsables de SOS-Racisme annonçaient leur intention d'« organiser dans les prochaines semaines, en collaboration avec les syndicats de policiers, une série de débats entre la police et les jeunes », afin que « le dialogue

se rétablisse » (l'*Humanité*, 11 juin). On peut comprendre sans difficultés que plusieurs représentants de SOS se soient fait chasser du Val-Fourré par des jeunes en colère.

C'est précisément ce moment que choisissent les pseudo-révolutionnaires de la LCR pour demander aux militants antiracistes de travailler à... « ressourcer » SOS-Racisme, comme si cette organisation avait jamais été autre chose qu'une machine actionnée depuis l'Elysée pour manipuler et dévoyer au service de Mitterrand la combativité de la jeunesse.

Les jeunes des cités-ghettos se retrouvent tragiquement seuls face à la machine de répression de l'Etat bourgeois, et leur révolte est en grand danger de sombrer à tout moment dans un désespoir autodestructeur. Mais il existe une autre voie, celle sur laquelle, au début des années 60 aux Etats-Unis, avaient commencé à s'engager les meilleurs militants du mouvement noir: s'organiser pour combattre l'oppression et la ségrégation racistes, généraliser leur révolte à la compréhension que cette oppression est à la fois le produit et un moyen de perpétuation d'un système d'oppression de classe. Ce n'est pas par hasard que l'histoire des combattants les plus radicaux du mouvement noir, à commencer par Malcolm X, attire aujourd'hui tant d'intérêt de la part des enfants d'« immigrés » d'origine maghrébine ou africaine (voir en page 6 la deuxième partie de notre article « Malcolm X: un courageux combattant de la libération des Noirs américains »).

Menacées d'isolement et d'écrasement par la répression bourgeoise, les révoltes des banlieues doivent recevoir le soutien et le relais de la classe ouvrière qui, seule, a l'intérêt et la puissance non seulement de balayer la terreur raciste mais aussi de renverser ce système d'oppression et d'exploitation. Beaucoup parmi les jeunes du Val-Fourré ont un père qui, comme Hammad Ihich, travaille à Talbot

ou à Renault-Flins. La minute de silence, ô combien insuffisante, faite à Talbot montre, même si c'est de façon embryonnaire, une potentialité. Une mobilisation résolue des ouvriers de ces usines géantes, où les travailleurs « immigrés » ont toujours un poids considérable, aurait pu obliger Mitterrand à retirer ses tueurs en uniforme des rues des quartiers-ghettos de la région.

Les réformistes de tout acabit, les SOS-Racisme et autres France Plus colportent le mensonge criminel que l'intégration des « immigrés » et de leurs enfants passera par leur ralliement au drapeau tricolore - ce drapeau trempé du sang des ouvriers et des peuples coloniaux massacrés par la bourgeoisie française! « Intégration » est devenu dans la bouche de ces gens-là un mot raciste! La seule intégration possible, c'est celle

qu'ont connue les vagues d'immigration précédentes: par et dans les luttes ouvrières.

Nous disons aux jeunes révoltés des banlieues, non seulement qu'il faut organiser leur rage, mais qu'ils doivent la mobiliser contre les bases mêmes de ce système capitaliste qui, pour sauvegarder ses profits, ségrègue et terrorise toute une couche de la population. Ils n'ont pas d'autre solution que la révolution socialiste qui renversera l'Etat bourgeois et instaurera un gouvernement ouvrier! C'est pourquoi ils ont toute leur place dans le parti ouvrier révolutionnaire multiethnique dont l'ensemble des travailleurs, des opprimés et de la jeunesse de ce pays ont besoin - un parti tribun des opprimés, combattant la ségrégation raciste et l'oppression sous toutes ses formes. C'est pour la construction d'un tel parti que la Ligue trotskyste combat. ■

Women and Revolution

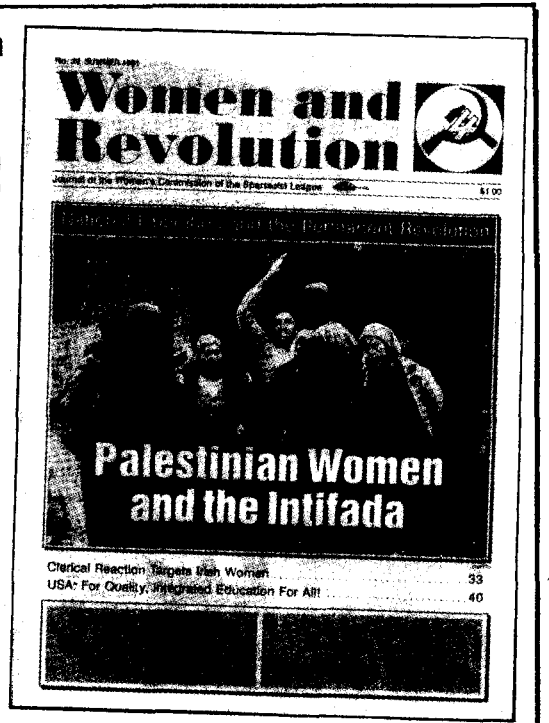
(n° 39, été 1991)

Vient de paraître!

Journal de la
commission femmes
de la
Spartacist League/U.S.

Abonnez-vous!
3 numéros
pour 15 francs

Ecrire au
Bolchévik:
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Les travailleurs doivent écraser le FIS et renverser le FLN

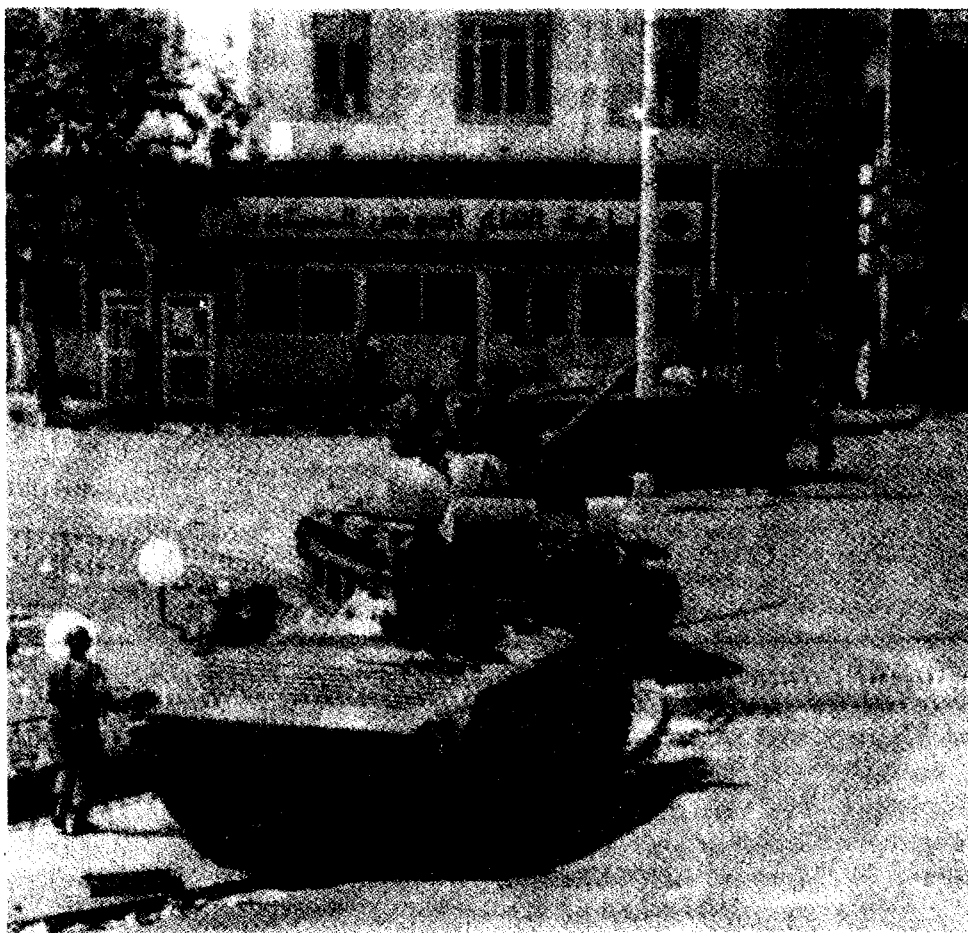
Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Algérie!

Depuis le 5 juin à 0 heure, l'armée algérienne (APN) exerce ouvertement la réalité du pouvoir en Algérie. Le gouvernement Hamrouche, nommé après la répression sanglante des « enfants d'octobre » 1988, est remplacé par un cabinet Ghozali qui cache son extrême faiblesse derrière l'état de siège. Un couvre-feu a été imposé sur une grande partie des villes. Les élections législatives, qui devaient « approfondir » la « démocratie », ont été reportées à une date indéterminée à la fin de l'année.

Le président Chadli Bendjedid, lui-même ex-colonel de l'APN, a décrété l'état de siège pour mettre un terme à la grève politique insurrectionnelle lancée par le FIS, le parti islamiste algérien, et « garantir le processus constitutionnel », en fait comme dernier recours d'un régime honni et à bout de souffle.

Malgré les fusillades nocturnes, les morts tombés sous les balles de l'armée et les chars occupant le pavé d'Alger, une partie de l'opinion « libérale » bourgeoise et petite-bourgeoise a accueilli avec soulagement la répression contre les islamistes qui veulent imposer la *charia* (loi islamique). Pourtant, c'est cette même armée qui a massacré par centaines les jeunes des quartiers populaires poussés par la misère et la « perspective » d'une vie sans avenir. Pourtant, c'est ce même régime failli qui aujourd'hui négocie avec le FIS par l'intermédiaire d'une frange soi-disant modérée. De fait, l'armée, ou un secteur de celle-ci, pourrait bien appliquer tout ou partie du programme réactionnaire du FIS. Les forces de répression pourraient ne pas se limiter à emprisonner les dirigeants et agitateurs du FIS et se retourner contre, en particulier, le mouvement ouvrier. A bas l'état de siège!

Depuis octobre 1988, et surtout depuis la victoire électorale des islamistes aux élections municipales du 12 juin 1990, le pays est au bord de la guerre civile. Au-delà des péripéties du « multipartisme », de l'« établissement de la démocratie », la



L'armée algérienne, le véritable pouvoir depuis 1962, impose l'état de siège.

Libération des femmes par la révolution socialiste!

question de qui va gouverner est posée : soit les islamistes, soit l'armée (ou une combinaison des deux), soit le pouvoir ouvrier. La classe ouvrière algérienne doit rentrer dans la lutte sous son propre drapeau et, entraînant les femmes, les

paysans sans terre, les ouvriers agricoles, les masses de jeunes chômeurs, doit renverser le régime APN/FLN et balayer le FIS réactionnaire.

L'échec de la grève du FIS

En pleine campagne électorale pour les législatives prévues le 27 juin, où pas moins de quarante partis étaient en compétition, Abassi Madani, n°1 du FIS, appelait à une « grève illimitée » à partir du samedi 25 mai pour, disait-il, forcer le régime à abroger la loi électorale et à appeler à des élections présidentielles anticipées. En fait, tout indique que le FIS, dont l'influence est loin d'être aussi forte que ce que montrent ses résultats électoraux de juin 1990, cherchait à provoquer un bain de sang par les forces de répression du FLN afin de prendre la tête de la jeunesse désespérée dans une épreuve de force avec le régime. Tout en dénonçant habilement un découpage électoral favorisant, tout au moins sur le papier, le FLN vis-à-vis du FIS, les agitateurs islamistes lançaient les mots d'ordre : « A bas la démocratie ! Un Etat islamique sans vote ! »

Dès les premiers jours de la « grève illimitée », il est clair que celle-ci est un échec, même si, comme à Alger par exemple, les ordures ne sont plus ramassées et les transports en commun perturbés. En fait, le FIS ne peut imposer partiellement la grève qu'aux employés municipaux, là où il contrôle les APC (mairies), et ce par l'intimidation et la force. La grande masse des travailleurs a tout simplement ignoré les appels des gangsters en *khamis* à substituer la dictature sanglante au bout du rouleau du FLN à celle, agressive et militante, d'une théocratie islamique.

Ce n'est que quand la répression s'est faite plus dure et surtout avec les premiers morts que les manifestations se sont gonflées des jeunes des quartiers populaires d'Alger et que les affrontements avec les forces de répression sont devenus quotidiens, puis se sont étendus à d'autres villes telles que Constantine, Annaba ou Mostaganem. Ces jeunes, visiblement pas des militants du FIS, qui ont érigé des barricades de fortune et résisté aux soldats, l'ont fait plus par haine d'un régime qui ne leur offre que chômage qu'en soutien à l'établissement d'un Etat islamique.

Pourtant, parce que l'opposition démocratique bourgeoise s'est réfugiée derrière les baïonnettes du FLN/APN et surtout parce que le mouvement ouvrier organisé n'est pas intervenu indépendamment dans la bataille, le FIS apparaît comme la seule vraie opposition au régime. Ces manifestations ont fait tomber le gouvernement Hamrouche ; les élections législatives ont été repoussées et les présidentielles avancées. Et même s'il est affaibli par la répression, l'arrestation des dirigeants, les dissensions internes plus ou moins manipulées par le FLN, même si l'échec de sa « grève générale illimitée » a montré sa perte d'influence, le FIS et les autres partis islamistes restent un danger mortel pour la classe ouvrière, les femmes, les Kabyles et en général tous ceux qui refusent, trente ans après la victoire sur la barbarie du colonialisme, de tomber dans la barbarie moyenâgeuse de la *charia*.

La clé de la situation est dans le prolétariat

La puissance du parti islamiste plonge ses racines dans la crise économique profonde qui ravage le pays et dans la faillite du nationalisme petit-bourgeois du FLN. L'agriculture est ruinée et ne peut absolument pas nourrir la population. Si en 1967 l'agriculture couvrait approximativement la demande, aujourd'hui l'Algérie importe quelque 80 % de ses produits alimentaires. Dans le même temps, les impérialistes étranglent l'économie par la dette. Ainsi le seul service de la dette absorbe les trois quarts des recettes à l'exportation (dont 98 % proviennent des hydrocarbures). L'industrialisation a créé



Les islamistes du FIS durant leur « grève » politique. Sur la banderole : « C'est le moment de mettre sur pied un Etat coranique. »